



ÉTÉ 2026

LA CRISE EN IRAN MET LA FRAGILE REPRISE À L'ARRÊT



✓
FORTE ÉROSION DE
LA RENTABILITÉ SUITE
À LA HAUSSE DES COÛTS
P 18

✓
DYNAMIQUE
D'INVESTISSEMENT
À L'ARRÊT
P 20

✓
RÉFORMER RESTE
IMPÉRATIF
P 24

TABLE DES MATIÈRES



Deux fois par an, la Fédération des entreprises de Belgique interroge ses fédérations sectorielles pour mesurer la température économique. Sur base de cette enquête (menée durant le mois de mai 2026), elle dresse le bilan de la situation économique belge et ses prévisions pour le semestre à venir. La rédaction de ce Focus Conjoncture a été achevée le 24 juin 2026.

02 FACTS & FIGURES

04 ÉCONOMIE INTERNATIONALE

CROISSANCE MENACÉE
PAR UN NOUVEAU
CHOC GÉOPOLITIQUE

13 ÉCONOMIE BELGE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE P 14

RENTABILITÉ P 18

INVESTISSEMENTS P 20

EMPLOI P 21



24
PERSPECTIVES

LA CRISE IRANIENNE
ÉTOUFFE DANS L'OEUF
LA FRAGILE REPRISE
ÉCONOMIQUE

27
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

IL EST IMPÉRATIF
DE RENFORCER
LA COMPÉTITIVITÉ !

FACTS & FIGURES

AU NIVEAU MONDIAL

Croissance économique mondiale

attendue en 2026

3,1%

(-0,2 point de pourcentage
par rapport à janvier 2026)

SOURCE : FMI

ÉTATS-UNIS



Forte hausse de l'inflation américaine

>
4%

en mai

EUROPE



Relèvement du taux directeur de la BCE

2,25%

Croissance économique dans la zone euro en 2026 :

1,1%

CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN BELGIQUE

1%

en 2025

0,5%

en 2026

-0,6

point de pourcentage
par rapport à
novembre 2025

Le choc inflationniste pèse sur la demande et la croissance intérieures

IPCH en Belgique
en mai

4%

par rapport à

3,2%

dans la zone euro

BELGIQUE



Taux d'utilisation des capacités dans l'industrie manufacturière au premier trimestre

76%

contre une moyenne de
79 % depuis 1980



Résultats de l'enquête FEB :

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

45% des secteurs font état d'un recul
de l'activité, contre 20 % il y a six mois

Le baromètre conjoncturel de la FEB se détériore et passe de +3 à -8

CRÉATION D'EMPLOIS SOUS PRESSION

60% des secteurs prévoient une baisse
de l'emploi dans les six prochains mois

RENTABILITÉ AU COURS DES SIX DERNIERS MOIS

80% des secteurs signalent une
diminution de leur rentabilité
(contre **40 %** en novembre 2025)

ESSOUFFLEMENT DE LA DYNAMIQUE D'INVESTISSEMENT

Près de **40%** des secteurs indiquent que le rythme
d'investissement s'est affaibli ces six derniers mois

CROISSANCE MENACÉE PAR UN NOUVEAU CHOC GÉOPOLITIQUE

LA CRISE EN IRAN FAIT GRIMPER LES PRIX ÉNERGÉTIQUES

Fin février 2026, les États-Unis et Israël ont lancé une attaque conjointe sur l'Iran. L'Iran a riposté par des attaques de représailles, entraînant une montée des tensions dans tout le Moyen-Orient. Le Liban est également touché. Israël a en effet décidé de frapper à nouveau le mouvement musulman militant Hezbollah dans le sud du pays.

Le blocage du détroit d'Ormuz par l'Iran qui en a résulté a entraîné une forte augmentation des prix de l'énergie. Ce détroit dans le Golfe persique est très important pour le commerce mondial du pétrole et du gaz.

Au cours du mois d'avril, un cessez-le-feu temporaire a été atteint, après quoi le gouvernement américain a décidé de bloquer le détroit d'Ormuz aux navires iraniens. Cela afin de nuire économiquement au régime iranien. Conséquence ? Une impasse géopolitique, avec deux parties qui attendent que l'autre fasse les premières concessions. Les répercussions économiques sont importantes. Au moment de la rédaction de ce Focus, les prix du pétrole étaient à leur plus haut niveau depuis juin 2022¹.

MAIS D'AUTRES PRIX DE MATIÈRES PREMIÈRES SONT ÉGALEMENT EN HAUSSE

Les hausses de prix internationales liées à la crise iranienne ne se limitent pas aux seuls prix de l'énergie. Ainsi, le Moyen-Orient représente près de 10 % de la production mondiale d'**aluminium**. Ce métal est largement utilisé dans les secteurs de la construction, du transport et de l'électronique. Son prix était déjà orienté à la hausse depuis avril 2025 (cf. « Liberation Day »), mais le conflit au Moyen-Orient a encore accéléré cette tendance. Actuellement, le prix de l'aluminium est à son plus haut niveau depuis mars 2022.

L'année dernière, le prix du cuivre a également augmenté de près de 50 %. Cette évolution s'explique par une demande en forte hausse pour ce métal polyvalent, essentiel pour les énergies renouvelables (panneaux solaires, véhicules électriques, éoliennes), les centres de données IA et les réseaux électriques. Dans le même temps, les ouvertures de nouvelles mines sont extrêmement limitées en raison de contraintes environnementales, tandis que les mines existantes éprouvent de plus en plus de difficultés à atteindre leurs objectifs de production. Selon les estimations, la demande devrait continuer à excéder l'offre jusqu'en 2030, avec des prix élevés à la clé.

¹ Le 30 avril, le prix d'un baril de pétrole Brent avoisinait temporairement les 119 USD.

5 POINTS ESSENTIELS À RETENIR DE CETTE SECTION

1. Prévisions de croissance mondiale légèrement révisées à la baisse.
2. La BCE est la première à relever son taux directeur.
3. L'économie européenne flirte avec la stagflation.
4. La croissance chinoise menacée par des défis structurels.
5. Les investissements dans l'IA soutiennent la croissance aux États-Unis.

Le conflit au Moyen-Orient exerce également une pression à la hausse sur les prix de produits de base essentiels pour le secteur agricole, tels que le diesel et les engrais. Cette situation entraîne progressivement une augmentation des prix des denrées alimentaires.

En avril, l'indice des prix alimentaires a progressé de 1,6 % par rapport à mars, soit la plus forte hausse en trois ans, selon le dernier rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Il s'agit déjà de la troisième augmentation consécutive. Cette augmentation est principalement imputable à la hausse des prix des huiles végétales, de la viande et des céréales.

La crise iranienne engendre donc un choc d'offre négatif relativement large, qui se traduit dans un premier temps par une poussée de l'inflation. Par ailleurs, elle pèse logiquement sur la croissance économique, faisant planer le risque d'une période de stagflation.

CROISSANCE MONDIALE RÉVISÉE À LA BAISSÉ

Selon les dernières prévisions de croissance du FMI², l'économie mondiale se trouve à nouveau, dans ce contexte, dans une phase de vulnérabilité accrue, après une période durant laquelle elle avait relativement bien résisté à des barrières commerciales plus élevées et à une incertitude géopolitique déjà renforcée entre 2022 et 2024. L'escalade du conflit au Moyen-Orient constitue un nouveau test de résistance pour la croissance mondiale et peut rapidement inverser le processus de désinflation.

Compte tenu de l'incertitude entourant la durée et l'impact du conflit, le FMI retient différents scénarios.

Dans le scénario de base, à savoir un conflit limité dans le temps et dans son intensité, la croissance économique mondiale ralentirait à 3,1 % en 2026. Cela représente une baisse de 0,2 point de pour cent par rapport aux prévisions du mois de janvier.

LES TENSIONS COMMERCIALES MONDIALES S'ATTÉNUENT LÉGÈREMENT, MAIS LES DROITS DE DOUANE À L'ENTRÉE DES ÉTATS-UNIS CONTINUENT DE PESER LOURD.

Ce scénario intègre l'impact négatif de la hausse des prix de l'énergie, des perturbations des chaînes d'approvisionnement et d'un recul de la confiance des entreprises et des investisseurs. Dans ce contexte, l'inflation mondiale repartirait temporairement à la hausse cette année, avant de ne refluer davantage qu'à partir de 2027.

Les risques à la baisse restent toutefois importants. Le FMI avertit que, dans l'hypothèse d'un conflit prolongé ou d'une perturbation majeure de l'approvisionnement énergétique - notamment via le détroit d'Ormuz -, la croissance mondiale pourrait retomber à 2 %, un niveau qui n'a plus été enregistré depuis la crise du coronavirus. Dans ce scénario défavorable, l'inflation augmenterait fortement à l'échelle mondiale, contraignant les banques centrales à maintenir une politique monétaire restrictive plus longtemps.

L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE FAIT PREUVE DE RÉSILIENCE

Pour les États-Unis, le FMI prévoit actuellement une croissance économique de 2,3 % en 2026. C'est plus du double de la croissance estimée pour la zone euro et le Royaume-Uni. Le rythme de croissance plus élevé aux États-Unis est principalement lié à la forte progression des investissements qui y sont effectués pour soutenir la croissance de l'utilisation de nouveaux modèles et applications d'IA puissants.

L'INFLATION SOUS LA LOUPE

En 2025, l'inflation américaine était de 2,9 %. On s'attend à un chiffre similaire cette année (2,8 %), même si la crise énergétique mondiale provoquée par le nouveau conflit au Moyen-Orient exerce également une pression à la hausse sur les prix aux États-Unis.

POSITION INCONFORTABLE POUR LA BANQUE CENTRALE

La Réserve fédérale américaine (FED) a abaissé son taux directeur pour la dernière fois en décembre 2025. Elle

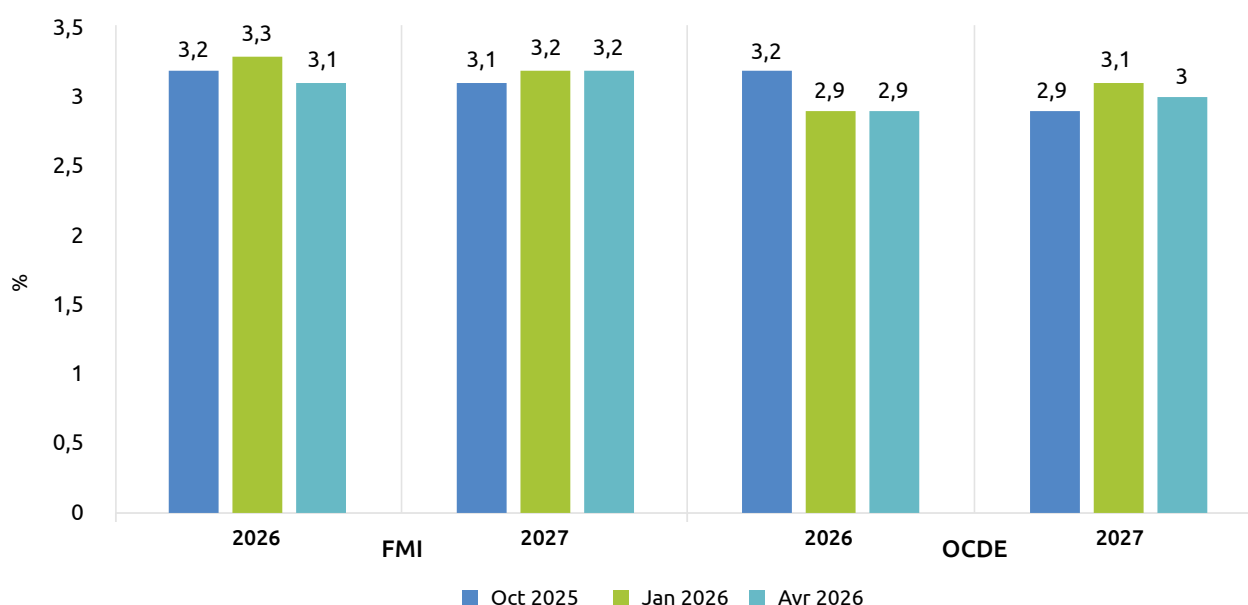
a, contrairement à la Banque centrale européenne, un double mandat : garantir la stabilité des prix et promouvoir la croissance économique et le niveau d'emploi durablement viable le plus élevé possible.

Dans le contexte économique actuel, marqué par un choc d'offre négatif, la tâche des banques centrales s'avère

L'INFLATION PERSISTANTE, LES PRESSIONS POLITIQUES ET LES CONTRAINTES BUDGÉTAIRES FRAGILISENT L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE, TANDIS QUE LA CHINE EST CONFRONTÉE À UNE FAIBLE CONSOMMATION ET UN REcul DES EXPORTATIONS.

particulièrement délicate. Les craintes de stagflation s'intensifient. Une hausse des taux directeurs peut contribuer à maîtriser l'inflation, mais au détriment de l'activité économique. À l'inverse, une baisse des taux risque de raviver l'inflation, alors qu'elle est déjà (trop) élevée. Les perspectives économiques incertaines provoquent

GRAPHIQUE 1 : LES (3 DERNIÈRES) PERSPECTIVES DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE³



SOURCE : OCDE, FMI

TÉLÉCHARGER CE GRAPHIQUE EN JPEG

3 Octobre 2025, janvier 2026 et avril 2026

une forte division au sein de la banque centrale américaine. De plus, le mandat de son actuel président, Jerome Powell, prend fin à la mi-mai.

Il devrait en principe être remplacé par Kevin Warsh. À ce stade, l'impact de ce changement à la tête de la FED sur la politique monétaire reste incertain. Par le passé, Kevin Warsh s'est montré partisan d'une lutte ferme contre l'inflation. Plus récemment, son discours semble s'être modéré : il a notamment évoqué la possibilité de taux plus bas, en raison des gains de productivité liés à l'intelligence artificielle. Il est de notoriété publique que le président Donald Trump désire réduire le taux directeur. Toutefois, des démarches trop affirmées du président dans ce domaine risqueraient de miner la crédibilité à long terme de la politique monétaire américaine et, paradoxalement, de conduire à une hausse des taux d'intérêt.

PROBLÈMES BUDGÉTAIRES

Le dollar américain est aujourd'hui la première monnaie de réserve mondiale. Cette position dominante dans les transactions de paiement internationales donne au gouvernement américain une plus grande marge de manœuvre pour accumuler d'importants déficits budgétaires. Les obligations d'État américaines sont considérées comme un investissement « sûr » et facilement négociable. La dette publique est ainsi passée de 53 % depuis le début du siècle à 121 % en 2024. L'an dernier, la politique économique très inconstante du président Trump avait déjà quelque peu érodé la confiance des marchés financiers dans le dollar américain. Plus récemment, les tensions géopolitiques ont toutefois soutenu la devise américaine en raison de son statut de valeur refuge. En outre, à la différence de la zone euro, les États-Unis sont un exportateur net de combustibles fossiles.

Récemment, le Parti communiste chinois a exprimé l'ambition de faire du renminbi chinois une alternative aussi puissante que le dollar américain dans le commerce international. Cependant, le chemin pour y arriver est encore long. L'an dernier, le dollar représentait encore presque 60 % des réserves monétaires mondiales, contre seulement 2 % pour le renminbi.

Si, dans les années ou décennies à venir, le dollar américain venait à perdre son statut de principale monnaie de réserve, cela pourrait entraîner des conditions de financement moins avantageuses sur les marchés finan-

ciers. Cela pourrait 'contraindre' le gouvernement américain à diminuer son énorme dette publique, avec des retombées potentiellement négatives sur la croissance économique et l'emploi. À court terme, les conditions de financement sur les marchés financiers américains ne semblent toutefois pas encore de nature à avoir un impact négatif significatif sur le rythme de croissance de l'économie américaine.

CHINE : UNE FORTE CROISSANCE À COURT TERME MASQUE DES VULNÉRABILITÉS SOUS-JACENTES

Sur cette toile de fond internationale incertaine, l'économie chinoise a créé la surprise au premier trimestre de 2026 avec une croissance plus solide que prévu. D'après les premières données officielles, la croissance du PIB chinois a atteint 5 % sur une base annuelle, dépassant largement les prévisions du marché, et ce en dépit des perturbations sur les marchés énergétiques liées au conflit au Moyen-Orient. Cette croissance a une nouvelle fois été principalement tirée par la production industrielle et les exportations.

Parallèlement, le FMI replace ces résultats trimestriels positifs dans une perspective plus large. La croissance économique pour cette année est estimée à 4,4 %, un niveau certes supérieur à la moyenne mondiale, mais nettement inférieur aux taux de croissance que la Chine connaissait dans le passé. Ce ralentissement reflète des défis structurels persistants, notamment les difficultés persistantes dans le secteur immobilier, une faible demande intérieure et des rendements d'investissement en baisse.

Pour l'instant, l'économie chinoise semble relativement résiliente face aux chocs provoqués par la guerre au Moyen-Orient, grâce à d'importantes réserves de pétrole et à ses propres raffineries. Pourtant, en tant que plus grand importateur mondial d'énergie, le pays reste vulnérable aux prix élevés de l'énergie à long terme.

De plus, la relation de la Chine avec les États-Unis et d'autres partenaires commerciaux reste tendue, ce qui peut, à moyen terme, affecter la confiance des investisseurs. Le modèle économique chinois, fortement axé sur l'exportation, n'est aucunement favorisé par un ralentissement économique mondial et une instabilité géopolitique provoquant une baisse de la demande étrangère. Cela explique également la position prudente de la Chine dans ce conflit.

L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE FLIRTE AVEC LA STAGFLATION

Au premier trimestre de 2026, la zone euro a enregistré une modeste croissance de 0,1 % par rapport au trimestre précédent⁴.

Le FMI estime la croissance économique à 1,1 % cette année. Cette révision à la baisse s'explique principalement par l'impact du conflit au Moyen-Orient. En tant qu'importatrice nette de combustibles fossiles, la zone euro voit son activité économique fortement pénalisée par la hausse des prix de l'énergie.

L'inflation dans la zone euro a augmenté en avril à 3 %, contre 2,6 % en mars. L'augmentation du coût de la vie a dès lors atteint son niveau le plus élevé depuis septembre 2023. À long terme, la BCE prévoit une inflation d'environ 2 %.

En juin, la BCE a relevé son taux directeur pour la première fois en près de trois ans, en réponse à la forte hausse de l'inflation. Elle entend ainsi également contenir les perspectives d'inflation et éviter l'enclenchement d'une spirale salaires-prix. De nouvelles hausses de taux plus tard dans l'année ne sont pas à exclure.

L'ESPAGNE SE DISTINGUE

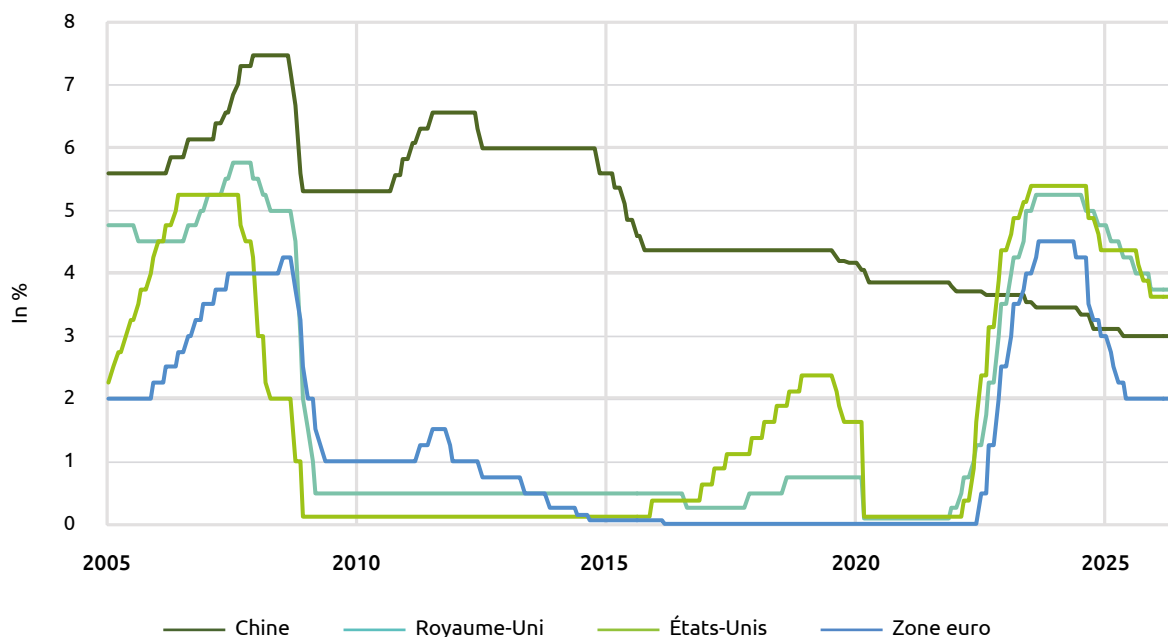
Au premier trimestre, l'Espagne a enregistré une croissance économique de 2,7 % en glissement annuel. Ce chiffre est plus de trois fois supérieur à la moyenne de la zone euro (0,8 %). Deux facteurs jouent un rôle important à cet égard : la consommation intérieure et les investissements des entreprises.

En dehors de la Finlande, l'Espagne avait en mars le taux de chômage le plus élevé de la zone euro (10,3 %). Cela représente une baisse de 50 points de base par rapport à l'année précédente. Une immigration relativement importante empêche le taux de chômage de baisser plus rapidement, tout en contribuant positivement à la croissance de la population active et de l'économie. Au printemps 2026, face à l'accélération du vieillissement de la population, le gouvernement espagnol a approuvé un plan pour régulariser près d'un demi-million de personnes sans permis de séjour, principalement originaires d'Amérique latine.

L'ALLEMAGNE FAIT DU SURPLACE

La situation est très différente en Allemagne, toujours considérée comme un moteur clé de l'économie euro-

GRAPHIQUE 2.1 : TAUX DIRECTEURS



SOURCE : Banque des règlements internationaux

[TÉLÉCHARGER CE GRAPHIQUE EN JPEG](#)

péenne. L'économie allemande stagne depuis plusieurs années déjà.

Avec une croissance économique d'à peine 0,3 % en glissement annuel au premier trimestre, le pays affiche une performance nettement inférieure à la moyenne de la zone euro. Les coûts énergétiques élevés pèsent lourdement sur les industries à forte intensité énergétique.

Par ailleurs, l'Allemagne continue de subir les effets néfastes des droits de douane américains et de la concurrence chinoise accrue dans des secteurs tels que la construction mécanique et l'automobile (électrique). Dans ce contexte, le produit intérieur brut (PIB) menace de stagner pour la quatrième année consécutive.

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EST À L'ARRÊT EN FRANCE

L'économie française a enregistré une croissance nulle au premier trimestre de 2026 par rapport au trimestre précédent. Cette stagnation s'explique principalement par un recul tant de la consommation des ménages que des exportations.

En mars, le taux de chômage en France a atteint son niveau le plus élevé depuis cinq ans (8,1 %).

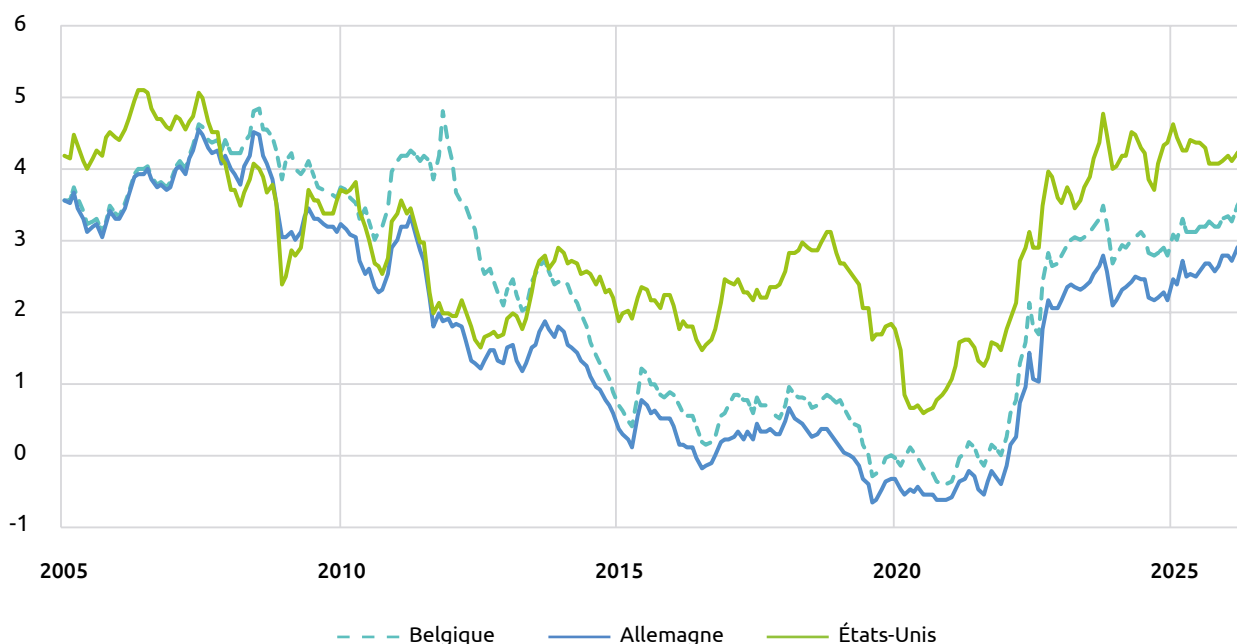
Depuis la tenue d'élections anticipées à l'été 2024, l'instabilité politique persiste. Cela complique la mise en œuvre de réformes structurelles à long terme. Le relèvement prévu de l'âge de la retraite a donc été reporté. L'attention semble désormais se porter vers l'élection présidentielle de 2027. Les élections locales organisées au printemps n'ont d'ailleurs pas permis de dégager un vainqueur incontesté.

Entre-temps, la situation budgétaire reste problématique. On prévoit un déficit budgétaire de 5,7 % pour cette année. La dette publique continuerait d'augmenter pour atteindre 120 %, en partie à cause de l'augmentation des charges d'intérêt.

L'ÉCONOMIE NÉERLANDAISE AFFICHE UNE PERFORMANCE SOLIDE

Au premier trimestre de 2026, l'économie néerlandaise a enregistré une croissance de 1,3 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. Elle fait ainsi mieux que la moyenne européenne.

GRAPHIQUE 2.2 : TAUX D'INTÉRÊT SUR LES OBLIGATIONS D'ÉTAT À 10 ANS



SOURCE : OCDE

[TÉLÉCHARGER CE GRAPHIQUE EN JPEG](#)

Un léger ralentissement de la croissance économique est attendu en 2027 (1,1 %). Deux facteurs joueraient un rôle à cet égard. D'une part, un ralentissement de la croissance des dépenses publiques, qui serait divisée par deux (0,8 %). D'autre part, les incertitudes sur la scène internationale, qui pèsent sur les exportations. La consommation des ménages devrait continuer à évoluer favorablement et croître de 1,7 % l'an prochain. La croissance des investissements des entreprises devrait également s'accélérer quelque peu, passant de 1,1 % en 2026 à 1,8 % en 2027.

La croissance de l'emploi devrait rester plutôt modérée, surtout dans le secteur privé, et inférieure à celle de l'offre de travail. Le chômage devrait dès lors légèrement augmenter pour atteindre 4,3 % en 2027.

En 2026, le déficit budgétaire devrait progresser légèrement pour atteindre 2,6 % du PIB, en raison d'une réforme des pensions prévue pour les militaires et d'une hausse des dépenses de défense. En 2027, le déficit budgétaire devrait à nouveau retomber à 1,9 % du PIB.

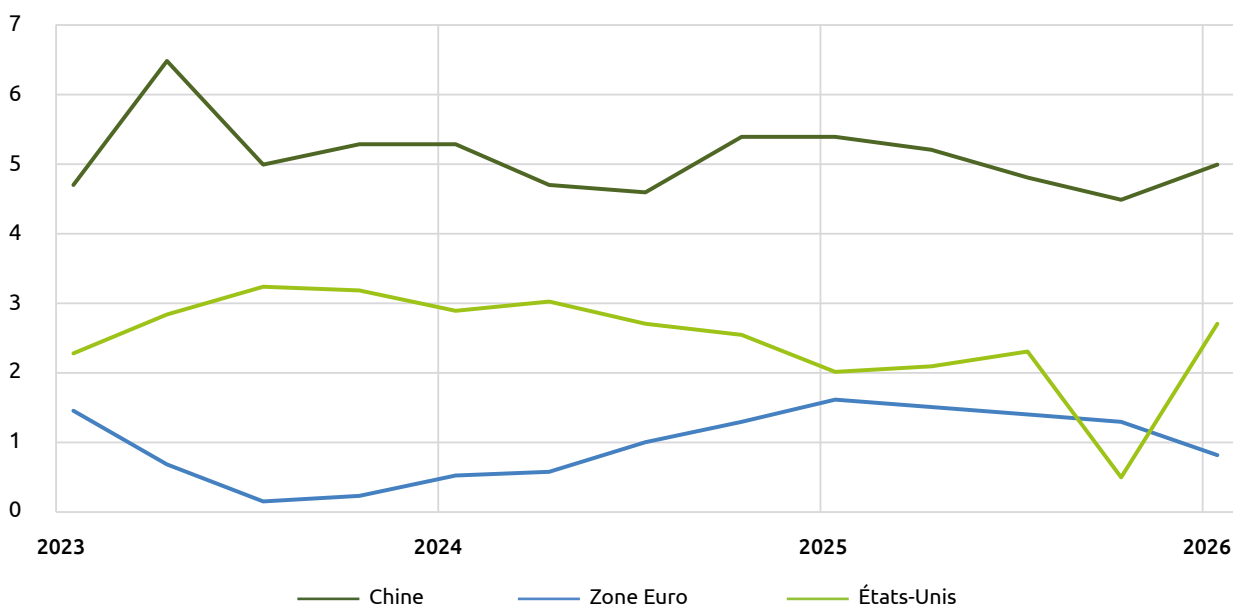
ROYAUME-UNI

Alors que la croissance économique y était (déjà limitée) à 1,3 % l'an dernier, nous nous attendons à un net ralentissement à seulement 0,8 % en 2026. Ici aussi, les tensions géopolitiques contribuent à la révision à la baisse des prévisions de croissance.

L'inflation au Royaume-Uni a atteint 3,3 % en mars, poussée par la hausse des prix de l'énergie liée aux tensions géopolitiques. En avril, la Banque d'Angleterre a décidé de maintenir son taux directeur inchangé. Comme la Banque centrale européenne, elle est prête à intervenir (lire : augmenter ses taux) si l'inflation devait rester durablement élevée.

L'assainissement des finances publiques reste compliqué. Récemment, les élections locales ont constitué un sérieux revers pour le parti travailliste du Premier ministre actuel, Keir Starmer. Cette incertitude politique a entraîné une hausse des taux à long terme, le taux à 30 ans atteignant près de 5,8 %, soit son niveau le plus élevé depuis 1998.

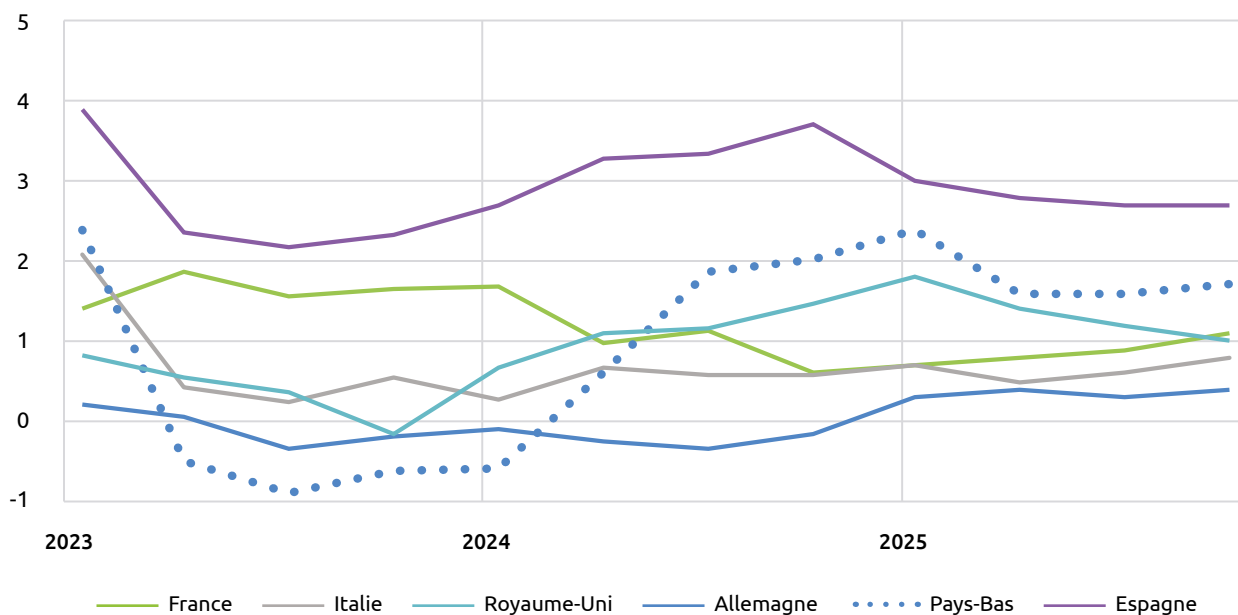
GRAPHIQUE 3.1 : CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN GLISSEMENT ANNUEL DANS DIFFÉRENTES RÉGIONS



SOURCE : OCDE

[TÉLÉCHARGER CE GRAPHIQUE EN JPEG](#)

GRAPHIQUE 3.2 : CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN GLISSEMENT ANNUEL DANS DIFFÉRENTS PAYS EUROPÉENS



SOURCE : OCDE

[TÉLÉCHARGER CE GRAPHIQUE EN JPEG](#)

GRAPHIQUE 4.1 : FORTE FLAMBÉE DES PRIX DE L'ÉNERGIE DEPUIS LE DÉBUT DU CONFLIT AU MOYEN-ORIENT



SOURCE : FMI

[TÉLÉCHARGER CE GRAPHIQUE EN JPEG](#)

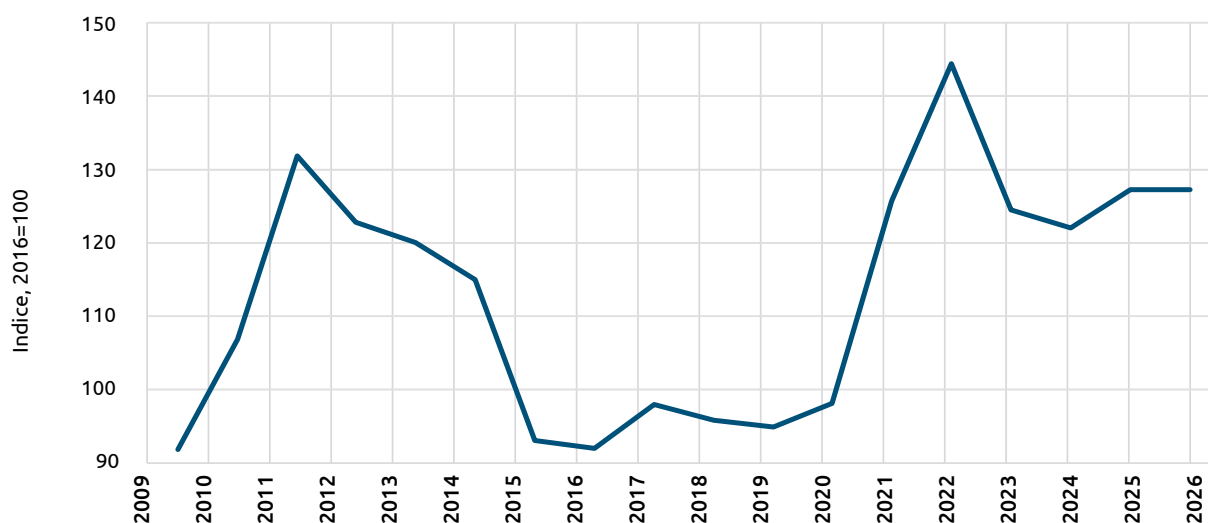
GRAPHIQUE 4.2 : FORTE FLAMBÉE DES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES NON ÉNERGÉTIQUES DEPUIS LE DÉBUT DU CONFLIT AU MOYEN-ORIENT



SOURCE : FMI

[TÉLÉCHARGER CE GRAPHIQUE EN JPEG](#)

GRAPHIQUE 5 : INDICE DES PRIX ALIMENTAIRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE



SOURCE : FMI

[TÉLÉCHARGER CE GRAPHIQUE EN JPEG](#)

Selon les derniers chiffres, l'économie belge a progressé de 0,2 % au premier trimestre par rapport au dernier trimestre de 2025, ce qui correspond à une dynamique annuelle d'environ 1 %.

BAISSE DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS BELGES

En 2025, tant les importations (-2,1 %) que les exportations (-1,7 %) de la Belgique ont diminué par rapport à l'année précédente. Il ne s'agit pas d'une correction ponctuelle, mais d'une tendance à la baisse : nos importations et nos exportations sont en diminution pour la troisième année consécutive.

L'« amélioration » de notre balance commerciale (des biens) au premier trimestre est uniquement due à une forte baisse des importations (-8 %) par rapport à la même période de l'année précédente. Les exportations ont affiché une croissance nulle.

RECRUESCENCE DE L'INFLATION

Par rapport à janvier de cette année (1,65 %), l'inflation a plus que doublé en avril (4 %). La raison en est la guerre au Moyen-Orient, qui a notamment entraîné une forte hausse des prix de l'énergie (en particulier du mazout de chauffage et du gaz). Dans ses dernières prévisions en la matière, le Bureau fédéral du plan table sur un taux d'inflation moyen de 3,5 % pour l'ensemble de l'année 2026¹.

L'inflation sous-jacente (inflation hors énergie et produits alimentaires non transformés) s'élevait à 3 % en avril, contre 2,4 % en mars. Cet indicateur clé repart donc également à la hausse et dépasse désormais largement l'objectif de la BCE, qui est d'environ 2 %.

5 POINTS ESSENTIELS À RETENIR DE CETTE SECTION

1. La croissance économique ralentit en 2026.
2. Le choc inflationniste pèse sur la demande intérieure.
3. La rentabilité diminue fortement sous l'effet de la hausse des coûts.
4. La majorité des secteurs s'attend à un affaiblissement de la création d'emplois.
5. Les incertitudes géopolitiques pèsent sur les plans d'investissement.

ACCENTUATION DU PESSIMISME ÉCONOMIQUE

Dans le même temps, les tensions géopolitiques sur la scène internationale commencent également à peser sur la confiance des consommateurs. Depuis février, ce baromètre se dégrade de mois en mois. La confiance a entre-temps atteint son niveau le plus bas depuis mai 2025. D'une part, la crainte du chômage se renforce. D'autre part, les ménages sont plus pessimistes quant à leur capacité d'épargne dans les 12 prochains mois.

La confiance des entrepreneurs, mesurée par l'indicateur conjoncturel général de la Banque nationale, s'est, elle aussi, affaiblie entre février et avril, atteignant son niveau le plus bas depuis un an. Elle s'est certes de nouveau légèrement améliorée en mai 2026, mais dans un contexte d'incertitude et d'augmentation des coûts persistantes, il semble que cette amélioration soit plutôt temporaire.

Autre tendance inquiétante : le net durcissement des conditions de crédit, qui ressort de l'enquête trimestrielle d'avril sur leur évaluation par les entreprises. La propor-

¹ Indice des prix à la consommation - Prévisions d'inflation (05/05/2026)

tion d'entreprises confrontées à des financements restrictifs a presque doublé, passant de 13 % en janvier à 27 % en avril.

Cette évolution est visible dans tous les secteurs, la plus forte progression étant observée dans la construction et l'industrie. Les entreprises sont également touchées quelle que soit leur taille, ce qui indique un durcissement généralisé des conditions de financement.

Si l'on considère l'indicateur plus général du sentiment économique en avril, la Belgique se situe tout en bas du classement. Cet indicateur tient compte du sentiment des entreprises et des consommateurs au sein de l'Union européenne. Plus la guerre au Moyen-Orient se prolonge, plus le risque est grand que la confiance des ménages et des entreprises s'érode encore davantage.

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE : UN NET RECUL

Dans certaines branches de l'industrie belge, l'année avait pourtant commencé sur des signes de reprise. Une certaine dynamique était de retour et un réel potentiel de redémarrage se dessinait. Cela s'expliquait en grande par-

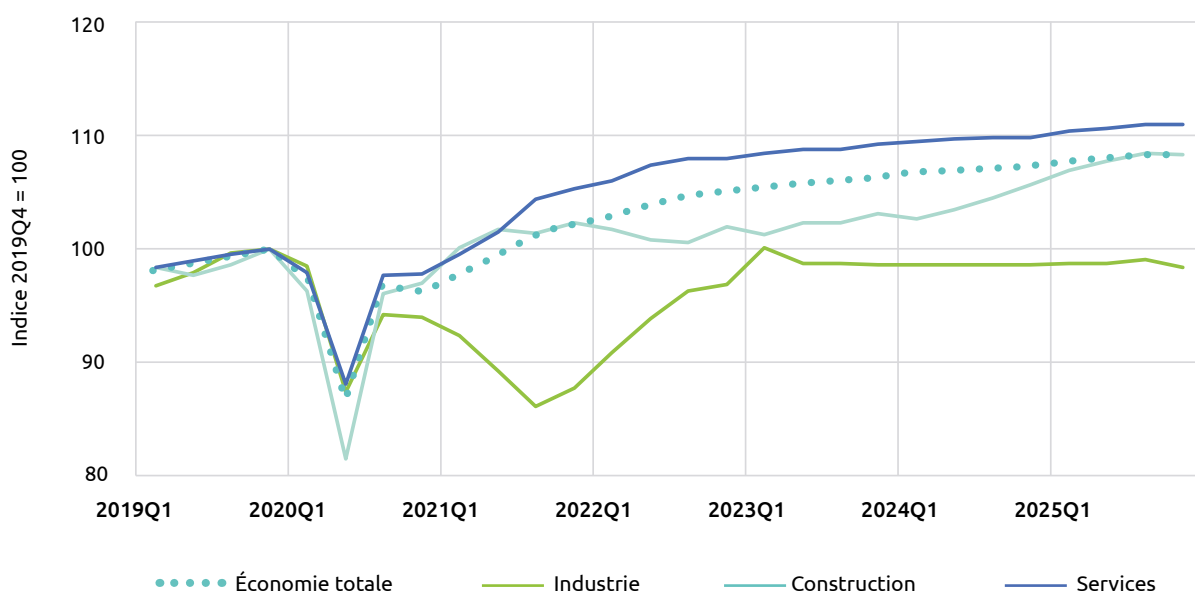
tie par les efforts soutenus en matière d'investissements en R&D et en innovation, qui contribuent à une résilience sous-jacente notamment dans l'industrie de haute technologie.

Ce démarrage prometteur dans certaines branches industrielles a toutefois été freiné par la crise au Moyen-Orient à partir de fin février. Celle-ci a en effet ravivé les incertitudes et provoqué un nouveau choc inflationniste sur les prix du pétrole et du gaz, à la suite notamment du blocage du détroit d'Ormuz immédiatement instauré par l'Iran en guise de représailles.

Par rapport à novembre 2025, les résultats de notre enquête auprès des 20 plus grandes fédérations sectorielles montrent dès lors une nette détérioration de l'activité économique. Près de la moitié des secteurs interrogés déclarent qu'elle est plus faible qu'il y a six mois. À l'inverse, à peine un secteur indique que l'activité économique s'est améliorée au cours des six derniers mois. À titre de comparaison, c'était encore le cas pour un tiers de nos fédérations sectorielles en novembre.

Les différences sectorielles restent également importantes.

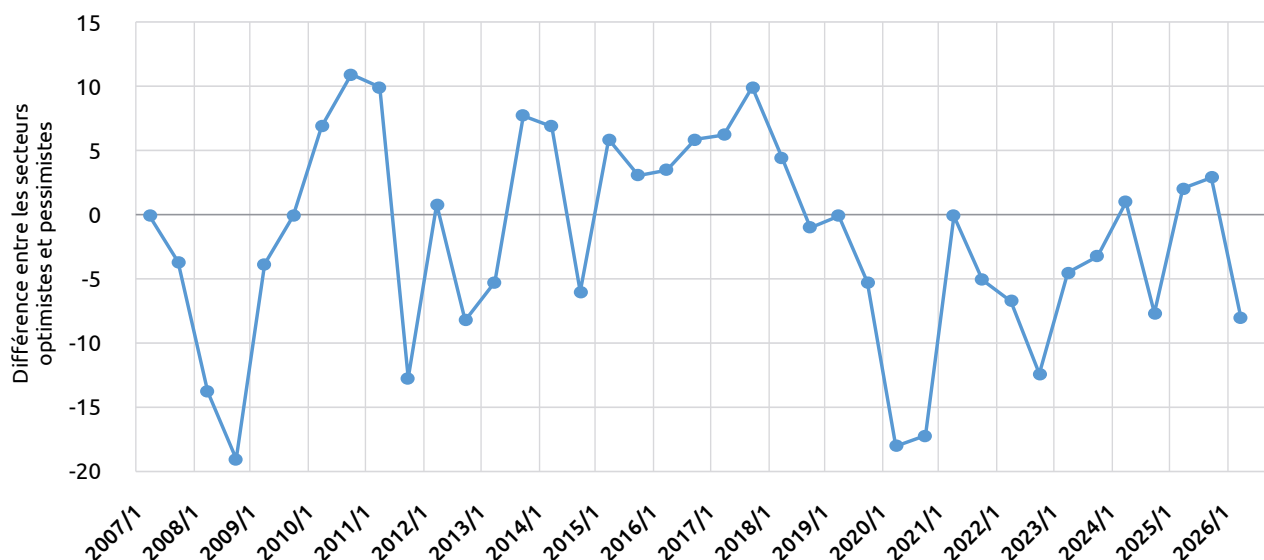
GRAPHIQUE 6.1 : DÉVELOPPEMENT SECTORIEL DE LA VALEUR AJOUTÉE



SOURCE : BNB

TÉLÉCHARGER CE GRAPHIQUE EN JPEG

GRAPHIQUE 6.2 : BAROMÈTRE CONJONCTUREL DE LA FEB CONCERNANT L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE AU COURS DES SIX PROCHAINS MOIS



SOURCE : FEB

[TÉLÉCHARGER CE GRAPHIQUE EN JPEG](#)

L'INDUSTRIE TOUJOURS EN GRANDE DIFFICULTÉ

L'**industrie** demeure en grande difficulté. Le taux d'utilisation des capacités de production a de nouveau diminué, passant de 78 % à la fin de 2025 à 76,1 % au premier trimestre de cette année.

Dans le secteur de la **chimie**, il s'est certes légèrement amélioré par rapport aux creux historiques de 2023 et 2024, mais reste nettement inférieur à ce qu'il était avant la pandémie de Covid. Il reste donc un long chemin à parcourir. Dans notre enquête conjoncturelle, comme en novembre de l'année dernière, le secteur parle toujours d'une stagnation de l'activité économique par rapport à il y a six mois. Il est confronté à une concurrence de plus en plus intense des importations bon marché en provenance de Chine. Après l'introduction de droits de douane par l'administration Trump, le pays s'est mis en quête de débouchés alternatifs pour écouler sa surproduction sur le marché mondial.

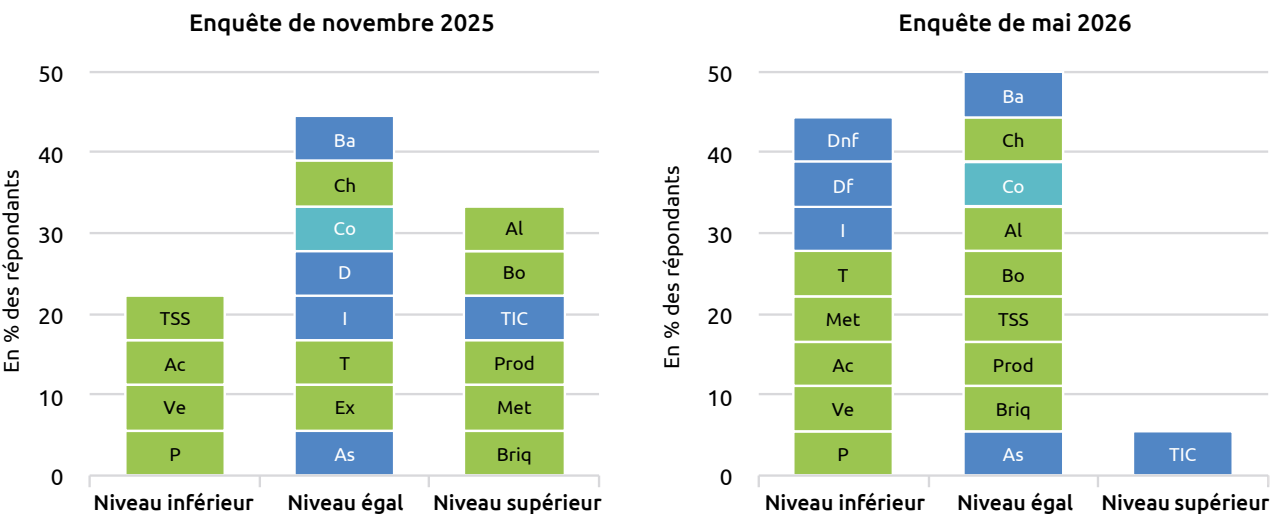
Les **secteurs de l'acier** et du **verre** indiquent tous deux que l'activité économique a encore diminué par rapport à il y a six mois. La dépendance vis-vis de l'industrie automo-

bile européenne joue un rôle à cet égard. Le manque de compétitivité dans le domaine des véhicules électriques demeure problématique. Là encore, c'est la concurrence de la Chine qui se renforce.

Le **marché** mondial de l'**acier** est toujours aux prises avec une surcapacité due à la combinaison d'une conjoncture économique en perte de vitesse et de l'importation massive d'acier (bon marché) produit avec des émissions de CO₂ plus élevées, souvent en provenance de pays extérieurs à l'Union européenne tels que la Chine, l'Inde et la Turquie. Le Parlement européen a récemment approuvé un plan visant à mieux protéger l'industrie sidérurgique européenne des conditions de concurrence inégales auxquelles elle est confrontée.

La **construction mécanique** souffre quant à elle de l'affaiblissement de sa position concurrentielle et de la détérioration du climat d'investissement pour l'expansion et le remplacement des infrastructures, lequel reste sous pression en raison de la forte aggravation de l'incertitude mondiale. Bien que l'activité se soit quelque peu stabilisée, elle se situe toujours à un bas niveau. Certains sous-secteurs connaissent certes une reprise, mais elle est très modeste.

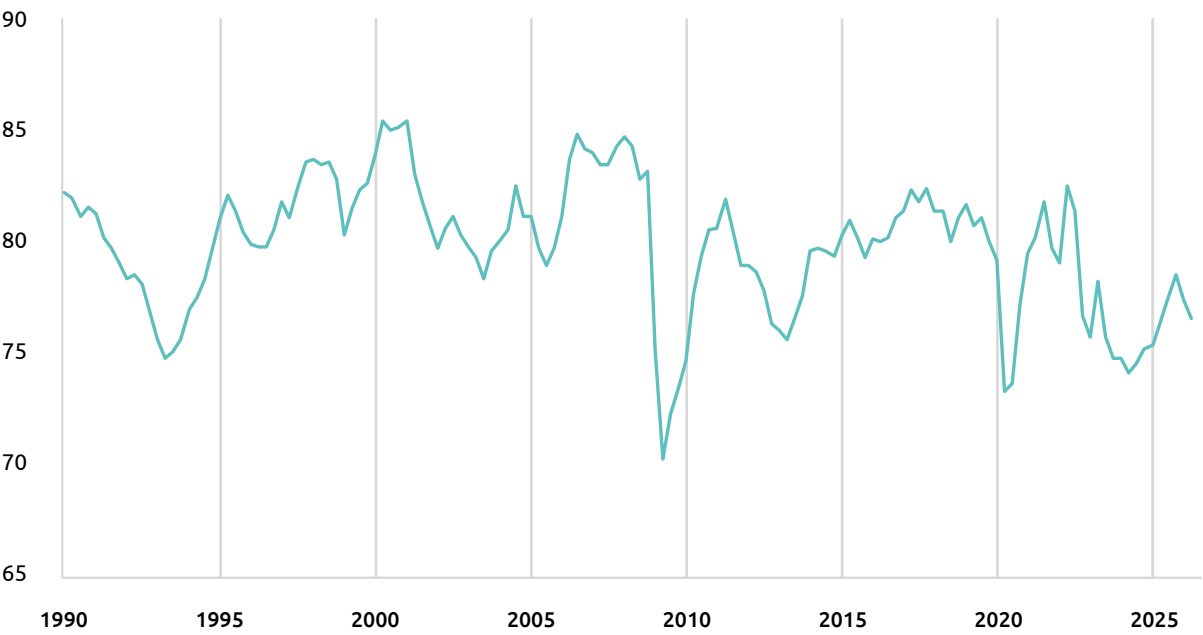
GRAPHIQUE 7 : QUEL EST LE NIVEAU DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE AUJOURD'HUI PAR RAPPORT À IL Y A SIX MOIS ?



Ac : Acier ; **Al :** Alimentation ; **As :** Assurances ; **Bo :** Bois ; **Ba :** Secteur bancaire ; **Briq :** Brique ; **Ch :** Chimie ; **Co :** Construction ; **D :** Commerce ; **Df :** Commerce alimentaire ; **Dnf :** Commerce non alimentaire ; **Ex :** Extraction ; **I :** Intérim ; **TIC :** Technologies de l'information et de la communication ; **Met :** Métaux ; **P :** Fabricants de papier ; **Prod :** Technologie de production et mécanique ; **T :** Textile ; **TSS :** Transport Solution Systems ; **Ve :** Verre.

SOURCE : FEB [TÉLÉCHARGER CE GRAPHIQUE EN JPEG](#)

GRAPHIQUE 8 : TAUX D'UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION INDUSTRIELLE



SOURCE : BNB [TÉLÉCHARGER CE GRAPHIQUE EN JPEG](#)

Les **fabricants de papier** souffrent quant à eux de la persistance de coûts énergétiques élevés et des conditions difficiles liées à la demande de papier. En outre, le conflit au Moyen-Orient fait également grimper le prix de certaines matières premières, telles que le bois, les produits chimiques et les minéraux.

Le **secteur textile** semble avoir amorcé une légère remontée en termes d'utilisation des capacités de production. Le taux a atteint environ 72 % au cours des derniers mois. Les défis à relever restent toutefois considérables et sont de trois ordres. D'une part, l'environnement des coûts pèse sur la compétitivité. D'autre part, le secteur doit faire face à la concurrence d'importations moins chères, souvent en provenance de pays non membres de l'UE, comme la Chine. Enfin, les réglementations européennes plus strictes (par rapport au reste du monde) constituent un obstacle.

BILAN MITIGÉ DANS LE SECTEUR DES SERVICES, MAIS NET RECUL POUR LE COMMERCE

Les signaux émanant du **secteur des TIC** sont pour la plu-

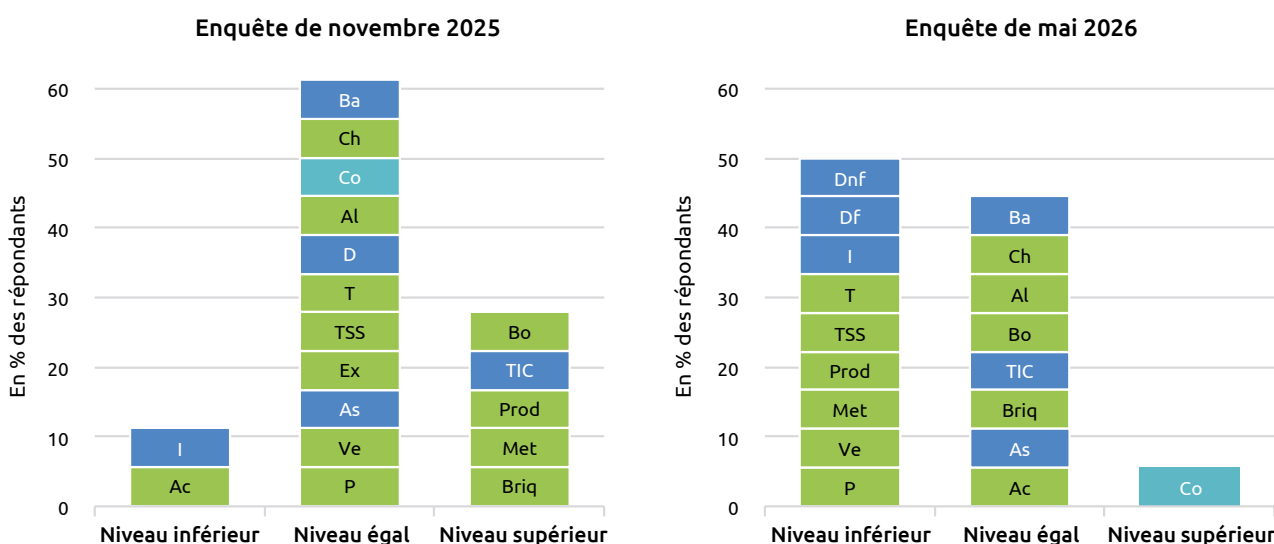
part positifs (comme c'est généralement le cas). Il s'agit du seul secteur participant à notre enquête dont l'activité économique continue de croître. Les prévisions tablent plutôt sur un statu quo. Le secteur pointe la recherche de personnel qualifié comme le principal défi à court terme.

Les signaux provenant du secteur du commerce sont beaucoup moins positifs, ce qui est en partie lié à la perte de confiance des consommateurs. Notre enquête montre que l'activité économique a diminué au cours des six derniers mois, tant dans la distribution alimentaire que dans le commerce de détail non alimentaire. En ce qui concerne les perspectives pour les six prochains mois, le secteur s'attend également à un nouveau recul par rapport aux niveaux d'activité actuels déjà faibles.

ÉVOLUTIONS DIVERGENTES DANS LES SEGMENTS DE LA CONSTRUCTION

L'augmentation de la production dans l'ensemble du secteur de la construction est estimée à 1 % en 2026. Malgré ce taux de croissance légèrement positif, l'inquiétude monte. Le conflit au Moyen-Orient fait grimper le prix des matériaux de construction. Cela pèse sur la rentabilité

GRAPHIQUE 9 : À QUEL NIVEAU PENSEZ-VOUS QUE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE SE SITUERA DANS SIX MOIS PAR RAPPORT AU NIVEAU ACTUEL ?



Ac : Acier ; **AL :** Alimentation ; **As :** Assurances ; **Bo :** Bois ; **Ba :** Secteur bancaire ; **Briq :** Brique ; **Ch :** Chimie ; **Co :** Construction ; **D :** Commerce ; **Df :** Commerce alimentaire ; **Dnf :** Commerce non alimentaire ; **Ex :** Extraction ; **I :** Intérim ; **TIC :** Technologies de l'information et de la communication ; **Met :** Métaux ; **P :** Fabricants de papier ; **Prod :** Technologie de production et mécatronique ; **T :** Textile ; **TSS :** Transport Solution Systems ; **Ve :** Verre.

SOURCE : FEB

[TÉLÉCHARGER CE GRAPHIQUE EN JPEG](#)

du secteur et fait hésiter les consommateurs à s'engager dans les projets de construction qu'ils avaient prévus. La mesure dans laquelle ceux-ci seront reportés déterminera en grande partie la vigueur réelle de la croissance du secteur dans les mois à venir. Quoi qu'il en soit, la construction est le seul secteur participant à notre enquête qui s'attend à une amélioration de l'activité économique dans les mois à venir.

Néanmoins, la fédération sectorielle de la construction estime que la contraction du **secteur de la construction neuve** cette année sera de l'ordre de 3 %. Une croissance minimale n'est attendue qu'à partir de l'année prochaine. Outre la raréfaction des terrains à bâtir, les procédures de demande de permis restent complexes et lentes. L'année passée, le nombre de permis de construire accordés pour de nouvelles habitations dans notre pays a atteint son niveau le plus bas depuis 2002.

Cependant, depuis le second semestre de l'année dernière, nous assistons toutefois à un revirement prudent et le creux de la vague semble passé.

Le **marché de la rénovation** devrait croître d'environ 1 % cette année. Les obligations de rénovation en Wallonie (2026) comme à Bruxelles (2030) devraient contribuer à une accélération du taux de croissance d'ici à 2028 (environ 3 %).

En ce qui concerne les **travaux publics**, la situation était encore relativement positive en 2025, avec des travaux importants sur la liaison Oosterweel et le Ring de Bruxelles et les investissements accrus des régions et d'Infrabel dans l'infrastructure de mobilité. Cet effet s'atténue quelque peu à partir de cette année.

Au cours de la période 2026-2031, les autorités locales flamandes investiraient quelque 4,7 milliards EUR dans des travaux publics. Par rapport à 2020, leurs budgets pour l'infrastructure de mobilité ont ainsi augmenté d'à peine 1 %. Les poussées d'inflation enregistrées depuis 2022 entraînent une forte baisse des budgets réels ; les budgets nominaux restent stables, tandis que les coûts s'envolent.

L'évolution dans l'**industrie briquetière** est incertaine. L'activité économique se situe aujourd'hui au même niveau qu'il y a six mois. Ici aussi, nous nous référons à l'évolution du nombre de permis de bâtir délivrés. Cela

ne laisse pas présager de perspectives encourageantes pour la production et les ventes à court terme.

L'industrie de **transformation du bois** connaît à nouveau un creux. Le taux d'occupation a fortement chuté pour atteindre environ 76 % au deuxième trimestre, soit son niveau le plus bas depuis la fin de 2024. Le secteur même s'attend à une stagnation de l'activité économique dans les mois à venir.

Dans l'ensemble, les perspectives pour les six prochains mois sont alarmantes et en net recul par rapport à l'enquête de novembre 2025. La moitié des secteurs prévoient une dégradation de l'activité économique. L'autre moitié reste prudente et s'attend à un niveau d'activité inchangé. Le nombre de secteurs prévoyant un niveau d'activité plus élevé passe de cinq à un à peine. Le baromètre conjoncturel général de la FEB évolue ainsi de +3 en novembre 2025 à -8 en mai 2026 (voir graphique 6.2).

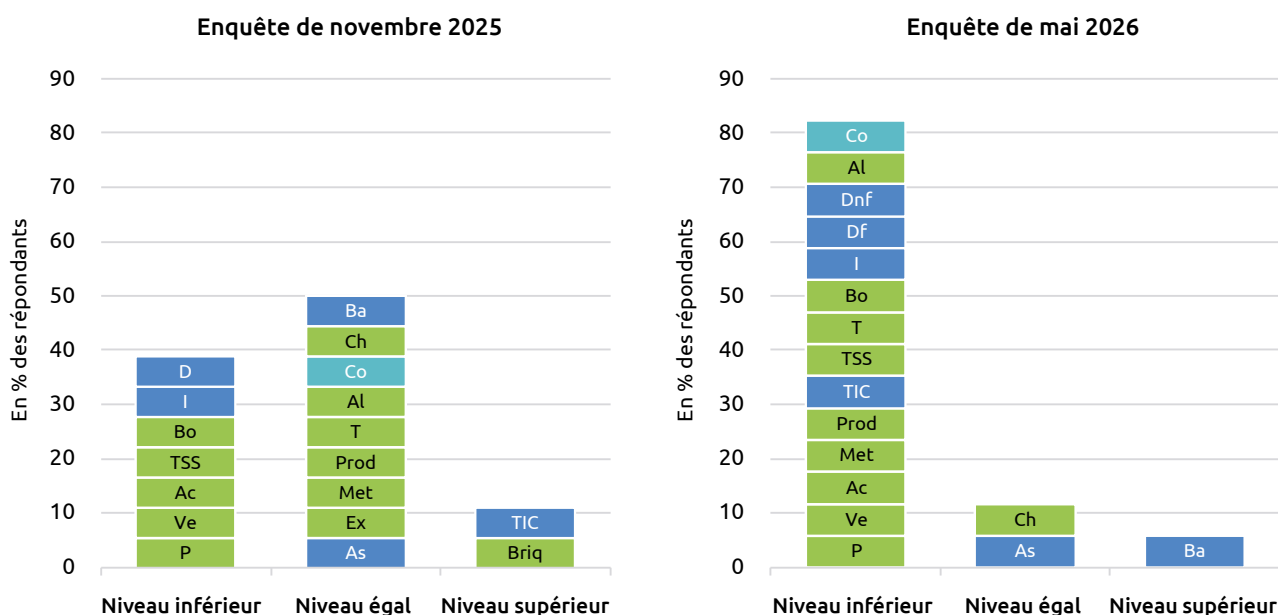
FORTE DIMINUTION DE LA RENTABILITÉ EN RAISON DE LA HAUSSE DES COÛTS ET DE LA SURCAPACITÉ MONDIALE

Dans notre enquête de mai, environ 80 % des secteurs font état d'un niveau de rentabilité inférieur à celui d'il y a six mois. Ce chiffre a doublé par rapport à l'enquête de novembre 2025. L'ampleur et la rapidité de cette détérioration de la rentabilité sont préoccupantes et résultent évidemment de la forte hausse des prix de l'énergie et de l'affaiblissement de la demande.

Seul le secteur bancaire enregistre une augmentation de sa rentabilité par rapport à il y a six mois. L'augmentation du spread, la différence entre les taux à long et à court terme, est importante à cet égard. Le volume des prêts professionnels continue également de croître. Le secteur indique toutefois que des provisions supplémentaires ont été constituées en prévision d'éventuels problèmes causés par le nouveau choc géopolitique.

Inévitablement, les perspectives de rentabilité pour les six prochains mois se sont également fortement dégradées. Environ 2/3 de nos secteurs prévoient une baisse de la rentabilité, tandis qu'ils étaient à peine 10 % en novembre 2025. En outre, aucun secteur ne s'attend à ce que la rentabilité s'améliore alors qu'en novembre,

GRAPHIQUE 10 : À QUEL NIVEAU SE SITUE LA RENTABILITÉ AUJOURD'HUI PAR RAPPORT À IL Y A SIX MOIS ?

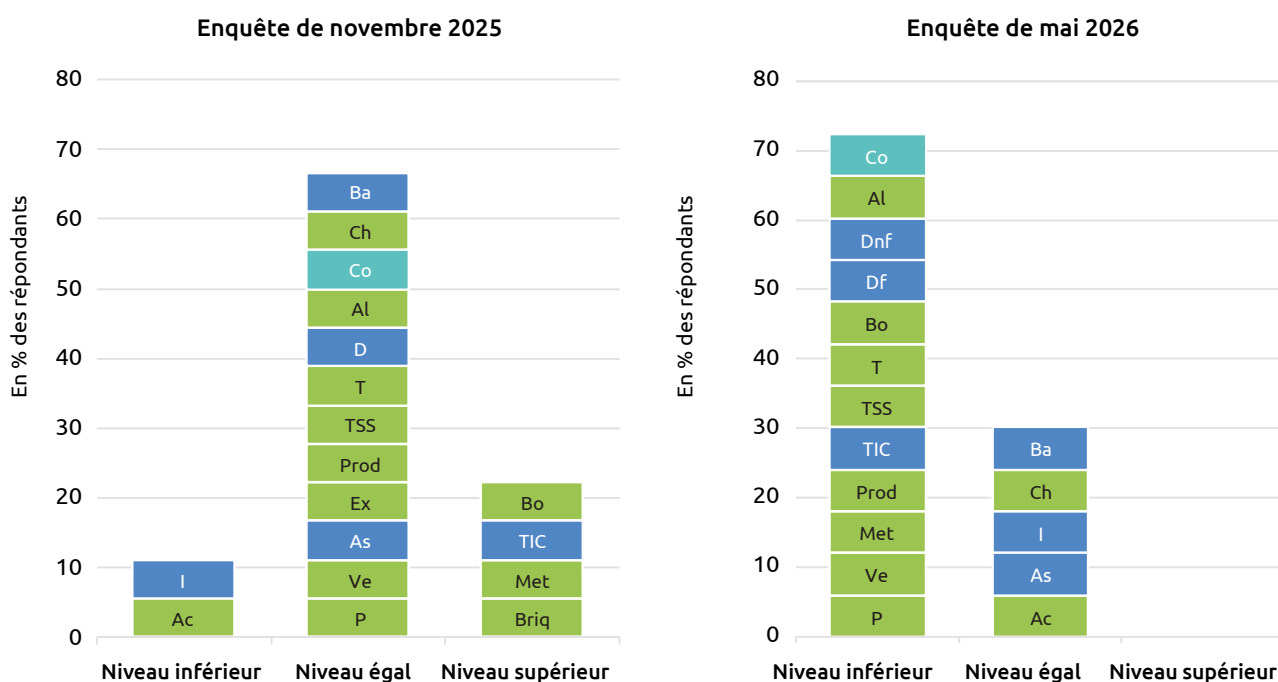


Ac : Acier ; **Al :** Alimentation ; **As :** Assurances ; **Bo :** Bois ; **Ba :** Secteur bancaire ; **Briq :** Brique ; **Ch :** Chimie ; **Co :** Construction ; **D :** Commerce ; **Df :** Commerce alimentaire ; **Dnf :** Commerce non alimentaire ; **Ex :** Extraction ; **I :** Intérim ; **TIC :** Technologies de l'information et de la communication ; **Met :** Métaux ; **P :** Fabricants de papier ; **Prod :** Technologie de production et mécatronique ; **T :** Textile ; **TSS :** Transport Solution Systems ; **Ve :** Verre.

SOURCE : FEB

[TÉLÉCHARGER CE GRAPHIQUE EN JPEG](#)

GRAPHIQUE 11 : À QUEL NIVEAU PENSEZ-VOUS QUE LA RENTABILITÉ DANS VOTRE SECTEUR SE SITUERA DANS SIX MOIS PAR RAPPORT AU NIVEAU ACTUEL ?

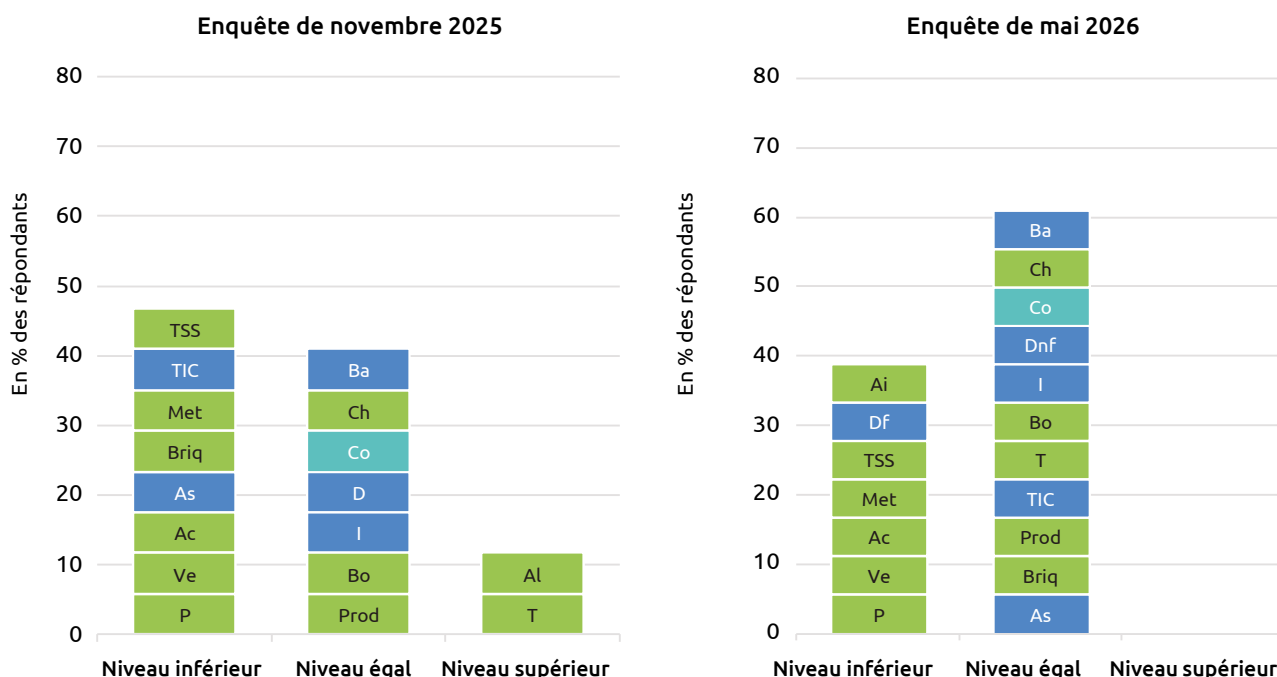


Ac : Acier ; **Al :** Alimentation ; **As :** Assurances ; **Bo :** Bois ; **Ba :** Secteur bancaire ; **Briq :** Brique ; **Ch :** Chimie ; **Co :** Construction ; **D :** Commerce ; **Df :** Commerce alimentaire ; **Dnf :** Commerce non alimentaire ; **Ex :** Extraction ; **I :** Intérim ; **TIC :** Technologies de l'information et de la communication ; **Met :** Métaux ; **P :** Fabricants de papier ; **Prod :** Technologie de production et mécatronique ; **T :** Textile ; **TSS :** Transport Solution Systems ; **Ve :** Verre.

SOURCE : FEB

[TÉLÉCHARGER CE GRAPHIQUE EN JPEG](#)

GRAPHIQUE 12 : À QUEL NIVEAU SE SITUENT LES INVESTISSEMENTS AUJOURD'HUI PAR RAPPORT À IL Y A SIX MOIS ?



Ac : Acier ; **Al :** Alimentation ; **As :** Assurances ; **Bo :** Bois ; **Ba :** Secteur bancaire ; **Briq :** Brique ; **Ch :** Chimie ; **Co :** Construction ; **D :** Commerce ; **Df :** Commerce alimentaire ; **Dnf :** Commerce non alimentaire ; **Ex :** Extraction ; **I :** Intérim ; **TIC :** Technologies de l'information et de la communication ; **Met :** Métaux ; **P :** Fabricants de papier ; **Prod :** Technologie de production et mécanique ; **T :** Textile ; **TSS :** Transport Solution Systems ; **Ve :** Verre.

SOURCE : FEB

[TÉLÉCHARGER CE GRAPHIQUE EN JPEG](#)

ils étaient encore 20 % à prévoir une augmentation. Cela s'explique bien entendu par l'anticipation d'une nouvelle forte hausse des coûts salariaux, liée à l'indexation automatique des salaires, venant s'ajouter à la hausse des prix de l'énergie.

Les prévisions restent principalement stables dans certains secteurs des services (secteur bancaire, travail intérimaire, assurances). À noter que la baisse des perspectives de rentabilité affecte une part croissante de notre économie. Au-delà des secteurs très fortement orientés vers l'exportation, tels que la construction mécanique et l'assemblage automobile, nous observons également une tendance à la baisse dans les secteurs davantage tournés vers le marché intérieur (TIC, commerce, bois).

Une stricte maîtrise des coûts salariaux et énergétiques demeure dès lors cruciale pour protéger la compétitivité de nos entreprises. Le centenindex (l'indexation forfaitaire des hauts salaires) apportera à court terme un léger soulagement (de -0,15 % à -0,25 % du coût salarial). Il aurait toutefois été plus efficace que le gouvernement reprenne les mesures prévues dans l'accord social du 22 avril, qui

visaient à améliorer la prise en compte des prix du gaz et de l'électricité dans l'indice et à en lisser les hausses.

La situation difficile dans laquelle se trouvent les entreprises en termes de rentabilité est également illustrée par le nombre de faillites. Un record a déjà été battu tous les mois de cette année, excepté en février.

En avril, par exemple, 1045 entreprises ont fait faillite, ce qui représente une augmentation de 7 % par rapport au même mois de l'année précédente. À cet égard, le mois d'avril 2026 est ainsi le pire mois d'avril jamais connu en Belgique. Au total, plus de 4000 faillites ont été enregistrées lors des quatre premiers mois de l'année, soit 7 % de plus qu'au cours de la même période l'année dernière.

STAGNATION DE LA DYNAMIQUE D'INVESTISSEMENT CES SIX DERNIERS MOIS

L'année dernière, le nombre de nouveaux investissements étrangers en Belgique a chuté de 11 % pour atteindre son niveau le plus bas depuis 2014. Ce phénomène ne

concerne pas seulement notre pays, mais malheureusement l'ensemble de l'Europe (-7 %), qui connaît également le niveau le plus bas depuis une décennie.

Et les résultats de notre enquête suggèrent que cette situation ne changera pas immédiatement. En effet, le nombre de secteurs prévoyant une baisse des efforts d'investissement est passé de 10 % en novembre 2025 à plus de 40 % en mai 2026. Dans le même temps, près de 60 % indiquent que la dynamique d'investissement restera à peu près au même niveau au cours des six prochains mois, ce qui représente une baisse de 30 points de pour cent.

La détérioration des perspectives en matière de dynamique d'investissement est sans aucun doute liée à l'incertitude accrue associée au conflit au Moyen-Orient. Cela complique la prise de décisions d'investissement à long terme.

En outre, l'excès de réglementation européenne, généralement (beaucoup) plus stricte qu'ailleurs dans le monde, a également un impact structurellement défavorable sur la capacité de la Belgique et de l'Europe à attirer des investissements étrangers. Il en va de même pour les coûts élevés de l'énergie et de la main-d'œuvre en Belgique.

Le secteur chimique belge se trouve à un tournant. Après des années de croissance, il est aujourd'hui confronté à une baisse des exportations et à un ralentissement de la dynamique d'investissement. L'important pôle chimique a récemment perdu plusieurs dossiers d'investissement importants, une délocalisation vers la Chine ayant été privilégiée. L'accès à des matières premières moins chères et à des conditions de financement plus favorables a joué un rôle crucial à cet égard.

Les motifs d'investissement sont, en gros, les mêmes qu'en novembre 2025. Les investissements dans l'innovation et l'efficacité énergétique restent de loin les catégories les plus importantes. Là encore, nous constatons l'impact du conflit au Moyen-Orient et de la hausse des prix de l'énergie qui en découle.

Les **investissements d'expansion** sont quant à eux passés au second plan ces dernières années. Malgré une légère augmentation par rapport à l'enquête précédente, ils

sont aujourd'hui toujours extrêmement faibles et davantage consacrés à l'amélioration de l'efficacité (économies d'énergie ou rationalisation du personnel).

MOINS D'EMPLOIS CRÉÉS, MAIS ENCORE DE TRÈS NOMBREUX POSTES VACANTS

Les résultats de notre enquête sur l'évolution de l'emploi au cours des six derniers mois sont eux aussi globalement négatifs. Le nombre de secteurs rapportant une baisse de l'emploi par rapport à il y a six mois est à peu près le même que lors de l'enquête de novembre. Des secteurs plus orientés vers le marché intérieur, tels que la construction, la distribution et même les TIC, ont également fait état d'une diminution de l'emploi.

L'année dernière, environ 1600 emplois ont été perdus dans le secteur chimique. Cela indique un affaiblissement structurel de notre base industrielle.

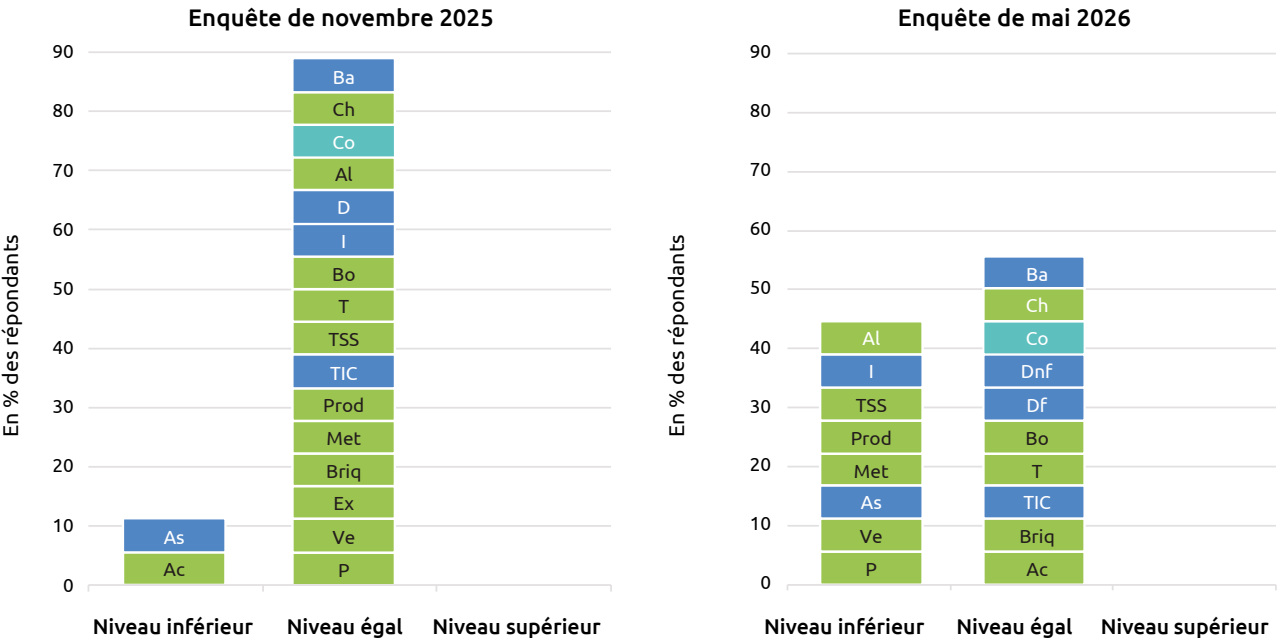
Les attentes pour le prochain semestre sont encore un peu plus pessimistes que lors de l'édition précédente. Le nombre de fédérations prévoyant une baisse de l'emploi dans les six mois augmente de près de 10 points de pour cent. Aujourd'hui encore, aucune fédération sectorielle ne s'attend à une croissance de l'emploi.

Par rapport au mois de mars de l'année dernière, le **secteur de l'intérim** a enregistré une diminution de plus de 6 % de son activité. Ce chiffre résulte d'une baisse de l'activité tant dans le segment des employés que dans celui des ouvriers².

Mais c'est bel et bien dans l'industrie que les pertes d'emplois sont les plus importantes. Au dernier trimestre 2025, le nombre de postes a diminué de 1,8 % par rapport à la même période en 2024.

Malgré ces chiffres défavorables, le taux de vacance d'emploi dans notre pays était encore de 3,5 % lors de ce même trimestre. En Belgique, ainsi qu'aux Pays-Bas, ce taux est le plus élevé de l'UE.

GRAPHIQUE 13 : À QUEL NIVEAU PENSEZ-VOUS QUE LES INVESTISSEMENTS SE SITUERONT DANS SIX MOIS PAR RAPPORT AU NIVEAU ACTUEL ?

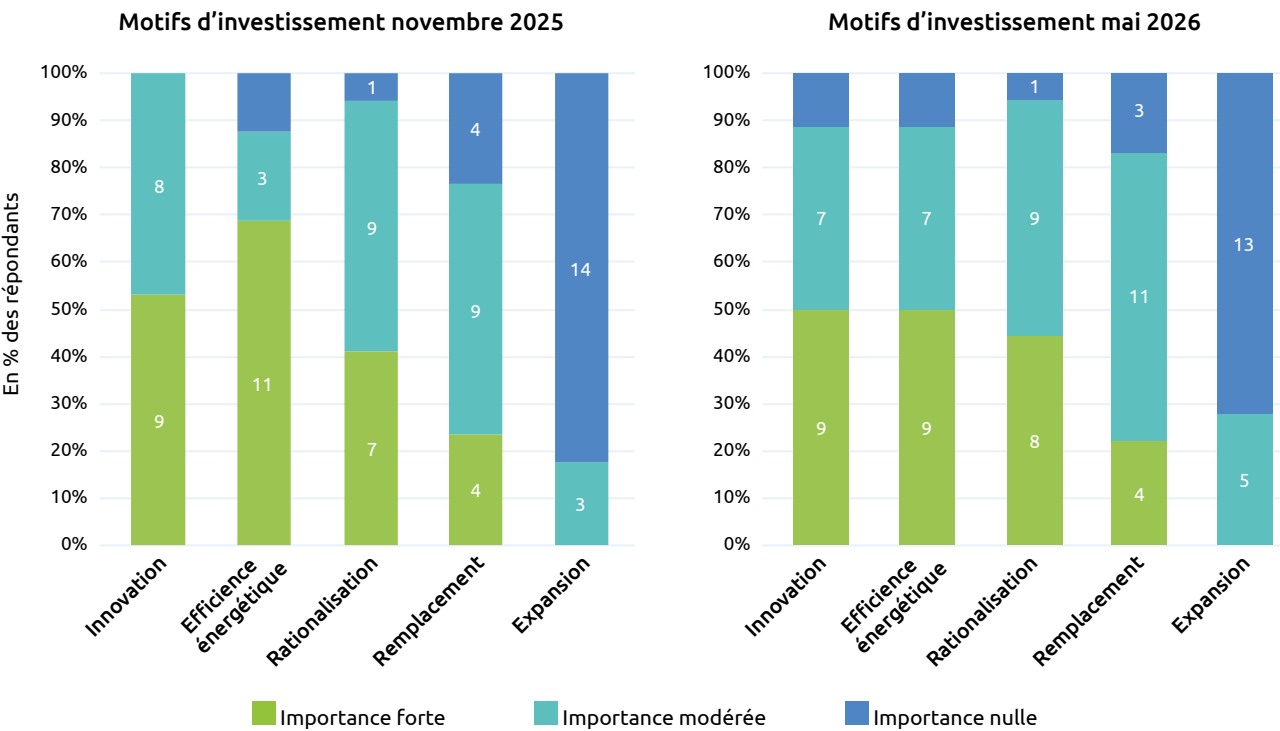


Ac : Acier ; **Al :** Alimentation ; **As :** Assurances ; **Bo :** Bois ; **Ba :** Secteur bancaire ; **Briq :** Brique ; **Ch :** Chimie ; **Co :** Construction ; **D :** Commerce ; **Df :** Commerce alimentaire ; **Dnf :** Commerce non alimentaire ; **Ex :** Extraction ; **I :** Intérim ; **TIC :** Technologies de l'information et de la communication ; **Met :** Métaux ; **P :** Fabricants de papier ; **Prod :** Technologie de production et mécatronique ; **T :** Textile ; **TSS :** Transport Solution Systems ; **Ve :** Verre.

SOURCE : FEB

[TÉLÉCHARGER CE GRAPHIQUE EN JPEG](#)

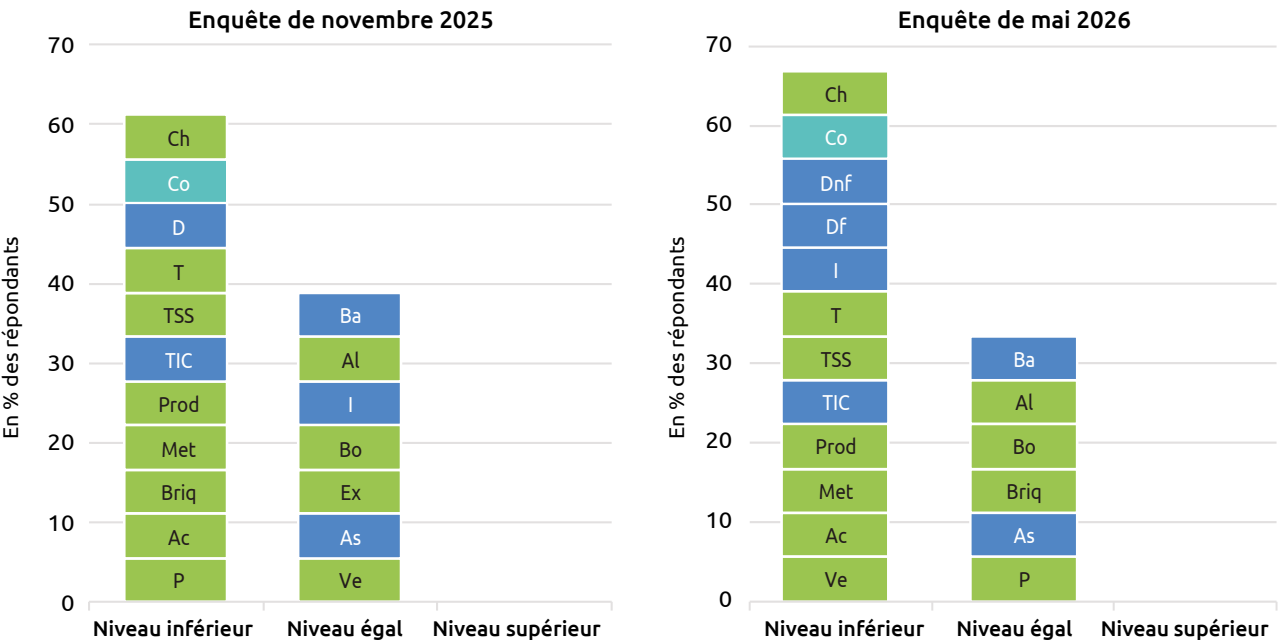
GRAPHIQUE 14 : LES INVESTISSEMENTS DANS LA RATIONALISATION ET L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE RESTENT TRÈS IMPORTANTS



SOURCE : FEB

[TÉLÉCHARGER CE GRAPHIQUE EN JPEG](#)

GRAPHIQUE 15 : QUEL EST LE NIVEAU D'EMPLOI DANS VOTRE SECTEUR AUJOURD'HUI PAR RAPPORT À IL Y A SIX MOIS ?

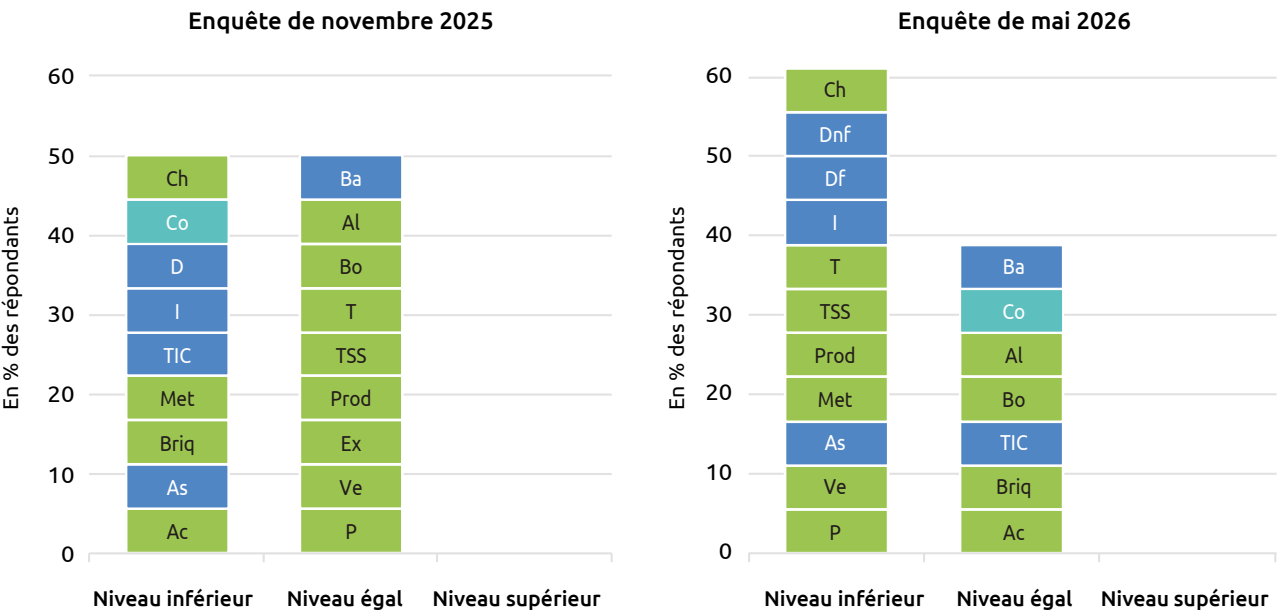


Ac : Acier ; **Al :** Alimentation ; **As :** Assurances ; **Bo :** Bois ; **Ba :** Secteur bancaire ; **Briq :** Brique ; **Ch :** Chimie ; **Co :** Construction ; **D :** Commerce ; **Df :** Commerce alimentaire ; **Dnf :** Commerce non alimentaire ; **Ex :** Extraction ; **I :** Intérim ; **TIC :** Technologies de l'information et de la communication ; **Met :** Métaux ; **P :** Fabricants de papier ; **Prod :** Technologie de production et mécanique ; **T :** Textile ; **TSS :** Transport Solution Systems ; **Ve :** Verre.

SOURCE : FEB

[TÉLÉCHARGER CE GRAPHIQUE EN JPEG](#)

GRAPHIQUE 16 : À QUEL NIVEAU PENSEZ-VOUS QUE L'EMPLOI DANS VOTRE SECTEUR SE SITUERA DANS SIX MOIS PAR RAPPORT AU NIVEAU ACTUEL ?



Ac : Acier ; **Al :** Alimentation ; **As :** Assurances ; **Bo :** Bois ; **Ba :** Secteur bancaire ; **Briq :** Brique ; **Ch :** Chimie ; **Co :** Construction ; **D :** Commerce ; **Df :** Commerce alimentaire ; **Dnf :** Commerce non alimentaire ; **Ex :** Extraction ; **I :** Intérim ; **TIC :** Technologies de l'information et de la communication ; **Met :** Métaux ; **P :** Fabricants de papier ; **Prod :** Technologie de production et mécanique ; **T :** Textile ; **TSS :** Transport Solution Systems ; **Ve :** Verre.

SOURCE : FEB

[TÉLÉCHARGER CE GRAPHIQUE EN JPEG](#)

PERSPECTIVES

L'économie belge a perdu de sa dynamique ces derniers mois en raison de la crise iranienne. Après une croissance d'environ 1 % en 2025, celle-ci devrait se réduire de moitié cette année pour s'établir 0,5 % à peine. Si le conflit au Moyen-Orient se résout dans les prochains mois, un regain d'optimisme semble toutefois justifié pour l'année prochaine et on pourrait envisager une croissance économique de l'ordre de 1 à 1,5 % en 2027.

LE CONSOMMATEUR DEVIENT UN PEU PLUS PRUDENT

L'incertitude géopolitique accrue et le marché du travail légèrement moins tendu ont fortement pesé sur la confiance des consommateurs ces derniers mois. Et bien que les ménages belges soient très bien protégés contre un choc énergétique grâce à l'indexation automatique des salaires, la hausse rapide de l'inflation (plus de 4 % en avril et en mai) pourrait encore exercer un effet négatif sur cette confiance dans les mois à venir. La consommation des ménages, décrite comme moteur de croissance dans notre précédente Focus Conjoncture, devrait dès lors ralentir sensiblement cette année.

Si la situation géopolitique se stabilise quelque peu d'ici à l'automne, que les prix de l'énergie commencent à baisser et que les taux d'intérêt se détendent à nouveau, une reprise de la croissance de la consommation intérieure semble toutefois probable l'an prochain.

Une telle évolution positive de la demande de consommation pourrait encore être renforcée par les réformes structurelles du gouvernement Arizona, dont les premiers résultats tangibles devraient se faire sentir à partir de 2027. Un impact positif sur la croissance et le marché du travail est notamment attendu de l'élargissement des

heures d'ouverture des commerces, de l'assouplissement des règles relatives aux heures supplémentaires et au travail du soir, du recours accru aux flexi-jobs, ainsi que de l'augmentation de l'offre de main-d'œuvre résultant de la limitation dans le temps des allocations de chômage et de la réforme des pensions incitant à travailler plus longtemps.

LÉGÈRE AMÉLIORATION DES PERSPECTIVES POUR LA CONSTRUCTION GRÂCE À LA RÉNOVATION, LA DÉMOLITION ET LA RECONSTRUCTION

Par ailleurs, la dynamique du secteur de la construction devrait également se renforcer progressivement au cours de 2026 et 2027. L'an dernier, l'activité dans ce secteur a encore reculé d'environ 0,5 % en Belgique. Cette année, nous nous attendons déjà à une croissance d'environ 1 %, compte tenu de l'augmentation du nombre de permis de construire qui devrait permettre à la construction de nouveaux bâtiments de renouer avec la croissance en 2026 (certes au départ d'un niveau très bas). La rénovation des bâtiments devrait également connaître une croissance modeste (+0,5 %) en 2026. Mais celle-ci devrait s'intensifier en 2027 grâce à l'application plus large du taux de TVA réduit pour la démolition et la reconstruction et aux obligations de rénovation croissantes en Wallonie et à Bruxelles à partir de 2028.

LES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES SONT TOUJOURS SOUS PRESSION

Sur la base des réponses à notre enquête sur les investissements et du taux d'utilisation des capacités toujours faible dans plusieurs secteurs, nous prévoyons en 2026 un nouveau ralentissement de la croissance des investissements des entreprises.

Les incertitudes géopolitiques persistantes sur la scène internationale, combinées aux problèmes de compétitivité liés aux coûts élevés du travail et de l'énergie, jouent évidemment un rôle très important à cet égard.

Si les incertitudes géopolitiques générales venaient à s'atténuer quelque peu au second semestre de 2026 et que les taux d'intérêt appliqués aux crédits d'investissement à long terme commençaient effectivement à diminuer, une croissance plus marquée des investissements serait envisageable en 2027.

LA CONTRIBUTION DES EXPORTATIONS NETTES RESTE NÉGATIVE

L'an dernier, les exportations ont reculé de 0,3 %, tandis que les importations ont progressé de 0,1 %. Il en a résulté, pour la deuxième année consécutive, une contribution négative des exportations nettes à la croissance.

En 2026, la contribution des exportations nettes à la croissance devrait s'améliorer légèrement, tout en restant négative. Plusieurs années de modération salariale réelle au-delà de l'indexation ont permis d'atténuer la forte progression du handicap salarial observée en 2022-2023, sans toutefois la résorber complètement. Par ailleurs, la guerre commerciale américaine pèse, directement et indirectement, sur les entreprises belges : celles-ci voient leur compétitivité se réduire sur un marché d'exportation important (les États-Unis), mais sont également confrontées, sur l'ensemble de leurs marchés (y compris domestique), à une concurrence accrue, notamment de produits chinois à la recherche de nouveaux débouchés.

Compte tenu de la nouvelle poussée d'inflation et d'indexation attendue en 2026, peu d'améliorations sont à prévoir à cet égard en 2027. Les exportations nettes continueront à contribuer négativement à la croissance en 2027.

MARCHÉ DU TRAVAIL : LES RÉFORMES DEVRAIENT RÉDUIRE LES PÉNURIES

Au dernier trimestre de 2025, le nombre de postes à pourvoir avait déjà reculé d'environ 9 % par rapport à la même période un an plus tôt. Compte tenu de l'augmentation de l'insécurité économique et de la dégradation de la

confiance des producteurs depuis la crise iranienne, il est réaliste d'anticiper une nouvelle diminution du nombre de postes vacants dans les mois à venir. Les résultats de notre enquête conjoncturelle semblent le confirmer.

Lorsque la croissance repartira à la hausse dans le courant de 2027, la progression de l'emploi devrait également s'accélérer à nouveau. Grâce aux réformes de l'Arizona (chômage, pensions et maladies de longue durée) qui élargissent l'offre de main-d'œuvre, une augmentation du taux d'emploi vers 75 % engendrerait moins de difficultés de recrutement qu'auparavant.

LES DÉFIS BUDGÉTAIRES RESTENT IMPORTANTS

La réalisation d'une forte augmentation du taux d'emploi (le gouvernement vise 80 %, mais atteindre 75 % constituerait déjà un succès majeur) demeure par ailleurs essentielle dans la perspective de l'indispensable assainissement des finances publiques. Dans ce domaine, les défis restent en effet particulièrement importants.

Le déficit public devrait encore atteindre 5,2 % du PIB en 2026 (le plus élevé de la zone euro) et, à politique inchangée, continuer de se creuser en 2027 sous l'effet de la hausse spontanée des coûts liés au vieillissement et de l'augmentation des dépenses de défense et des charges d'intérêts.

Poussée par ces déficits qui restent élevés, la dette publique continuerait d'augmenter pour atteindre presque 113 % du PIB en 2027. Cela limite les marges de manœuvre politiques futures et accroît la vulnérabilité aux chocs économiques ou géopolitiques. Par ailleurs, une nouvelle hausse des taux d'intérêt à long terme augmenterait également le risque d'un effet « boule de neige » de la dette.

Le principal levier pour inverser cette situation est dès lors l'augmentation du taux d'emploi. Mais, parallèle-

ment, des mesures structurelles d'envergure seront également nécessaires pour faire reculer durablement les dépenses publiques.

RISQUES ET DÉFIS

Nos perspectives pour le second semestre de 2026 et pour 2027 reposent sur une normalisation progressive de la situation géopolitique au Moyen-Orient.

Le principal risque à la baisse réside dès lors dans une nouvelle escalade du conflit au Moyen-Orient. Récemment, les tensions entre l'Iran et Israël se sont à nouveau intensifiées, avec des attaques réciproques. Le président américain Donald Trump s'emploie activement à rechercher un accord de paix durable, surtout à l'approche des élections de mi-mandat de début novembre. Cependant, ses stratégies de négociation imprévisibles rendent très incertaine la conclusion rapide d'un accord acceptable pour toutes les parties.

Prévisions (croissance en volume)	2023	2024	2025	2026 ^e	2027 ^e
PIB réel	1,7	1,1	1	0,5	1,2
Demande intérieure	1,9	1,9	1,3	0,8	1,4
Consommation privée	1,1	2,0	1,7	0,6	1,5
Consommation publique	2,7	1,8	1,6	0,6	0,6
Investissements	3,1	1,9	0,1	1,2	1,9
<i>Investissements des entreprises</i>	3,5	3,1	2,3	1,8	2,3
<i>Investissements dans les logements</i>	-0,6	-6,9	-8,2	-2,3	0,2
<i>Investissements publics</i>	5,7	11,6	1,0	3,1	2,2
Exportations nettes (contribution au PIB)	0,2	-0,4	-0,3	-0,2	-0,1
Stocks (contribution au PIB)	-0,4	-0,4	0	-0,1	-0,0

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

LA CRISE IRANIENNE STOPPE NET LA REPRISE NAISSANTE

La nouvelle flambée des prix du pétrole et du gaz résultant de la crise iranienne a étouffé dans l'œuf la fragile reprise qui commençait à se dessiner fin 2025/début 2026 dans un certain nombre d'entreprises et de secteurs (surtout technologiques). L'indicateur conjoncturel de la FEB a chuté de 11 points, de +3 en novembre 2025 à -8 en mai 2026.

D'une situation marquée par une croissance mondiale en accélération et un recul de l'inflation ($< 2\%$), nous sommes passés, en l'espace de quelques mois après la fermeture du détroit d'Ormuz, au scénario inverse : un fléchissement de la croissance et une inflation qui, notamment aux États-Unis et en Belgique, a de nouveau dépassé les 4 %. Si cette situation devait perdurer, elle risque de provoquer une nouvelle série d'effets négatifs autorenforçants.

Dans un premier temps, via la politique monétaire mondiale et européenne. Les banques centrales se verront en effet contraintes de lutter contre la hausse de l'inflation en relevant les taux d'intérêt (comme la BCE l'a déjà fait récemment), au risque d'accentuer encore le ralentissement de la croissance économique mondiale déjà fragile.

Dans un second temps, via la politique budgétaire des États membres européens déjà confrontés à des déficits trop élevés, comme la Belgique et la France. En effet, une combinaison de croissance plus faible et d'inflation plus élevée entraîne, à politique inchangée, une dégradation supplémentaire de leurs perspectives budgétaires, ce qui nécessite des mesures de correction budgétaire plus drastiques, qui à leur tour peuvent affecter la croissance.

Enfin, pour l'économie belge, une poussée inflationniste est toujours une mauvaise nouvelle pour la compétitivité des entreprises, en raison du système d'indexation automatique des salaires. Cela pèse non seulement sur nos parts de marché à l'exportation, mais aussi sur nos parts de marché intérieures.

Les droits de douane américains, malgré leur fragilité juridique, aggravent encore cette situation, à la fois directement par l'accès plus difficile au marché américain, et indirectement par le

détournement des flux d'exportation chinois vers le marché européen.

Il faut dès lors espérer que les États-Unis parviendront rapidement à désamorcer la crise au Moyen-Orient par un accord respecté par toutes les parties et qu'ils s'abstiendront d'avancer de nouveaux arguments absurdes pour justifier leurs droits de douane contre-productifs.

ACCORD SOCIAL DU 22 AVRIL : UNE OCCASION MANQUÉE

Dans ce contexte difficile, le gouvernement belge a en outre manqué une opportunité unique d'atténuer l'impact défavorable de la flambée des prix de l'énergie sur l'économie belge. Pour cela, il lui aurait suffi de reprendre l'accord conclu par les partenaires sociaux le 22 avril.

Celui-ci prévoyait en effet d'introduire dès juin 2026 – au lieu de janvier 2027 – une meilleure méthodologie pour l'intégration des prix du gaz et de l'électricité dans l'indice santé (basée sur l'ensemble des contrats en cours, y compris un tiers de contrats fixes).

Cet accord social proposait également d'intégrer dorénavant ces prix sous la forme d'une moyenne sur 12 mois, étant donné que la plupart des consommateurs ne reçoivent leur décompte d'électricité et de gaz qu'une fois par an et ne ressentent donc les effets des hausses ou des baisses qu'à cette fréquence.

Grâce à cette double amélioration de la méthode de mesure, l'intégration des prix de l'énergie dans l'indice ne surestimerait plus l'évolution réelle en période de hausse des prix («overshooting»), ni ne la sous-estimerait en période de baisse («undershooting»). La mesure serait donc plus correcte et les indices pivots dans les secteurs privé et public seraient moins rapidement dépassés. Cela réduirait structurellement le risque d'une spirale prix-salaires, à laquelle notre pays est traditionnellement exposé en raison de l'indexation automatique des salaires.

En contrepartie, les fédérations d'employeurs au sein du Groupe des Dix étaient disposées à ne pas appliquer, dans

le secteur privé, la double opération « centenindex » prévue en 2026 et 2028. Cela aurait en effet entraîné une très grande complexité dans les centaines de commissions paritaires concernées du secteur privé (chacune ayant son propre mécanisme d'indexation) et n'aurait par ailleurs qu'un impact limité sur la masse salariale (estimé à -0,5 % pour chaque opération « centenindex » de 2 %). Et la moitié aurait en outre dû être versée à l'ONSS via une nouvelle **cotisation permanente** de modération salariale. Et ce, alors même que l'avantage obtenu se serait estompé en quelques années, dès lors qu'il n'est pas neutralisé dans le projet de loi au sein du mécanisme de la loi sur la norme salariale (cet avantage se traduirait donc par une marge accrue pour des hausses de coûts salariaux), et parce que la catégorie de travailleurs concernés (> 4000 EUR brut) récupérerait, à moyen terme, cette faible perte de pouvoir d'achat par le biais de hausses salariales individuelles plus élevées (ce qui se traduirait par une dérive salariale supérieure à la normale).

Dans la mesure où le gouvernement a décidé de ne pas suivre ce premier accord social sur les salaires et l'index conclu en 45 ans, il demeure essentiel que la cotisation de modération salariale soit réduite le plus rapidement possible et qu'elle disparaisse complètement à moyen terme, en même temps que l'avantage.

À défaut, il ne s'agira pas d'une mesure améliorant la compétitivité des entreprises, mais au contraire d'une mesure qui, à moyen terme, risque de la détériorer.

UN RENFORCEMENT DE LA COMPÉTITIVITÉ RESTE INDISPENSABLE

Or, l'amélioration de la compétitivité-coûts des entreprises demeure absolument indispensable. En février de cette année, le Conseil central de l'économie (CCE) estimait encore que le handicap relatif en matière de coûts salariaux (par rapport à 1996) des entreprises belges vis-à-vis de leurs concurrentes dans les trois principaux pays voisins (3 à 4 % en 2023) serait quasiment résorbé d'ici à fin 2026, grâce au gel réel des salaires observé ces dernières années. Toutefois, la forte hausse de l'inflation et l'indexation cette année obligent désormais à revoir cette perspective à la baisse.

Des mesures efficaces visant à améliorer la compétitivité des coûts salariaux (les réductions de charges prévues et l'introduction du « centenindex » assortie d'une cotisation de modération salariale appelée à disparaître rapidement) restent donc nécessaires.

Il en va de même, avec une urgence au moins équivalente, pour notre compétitivité en matière de prix énergétiques. La réduction des tarifs de transport sur le réseau ainsi que les réductions de prix à mettre en place au niveau régional dans le cadre de la facilité européenne CISAF doivent permettre d'éviter que les prix de l'énergie augmentent plus fortement qu'au sein des pays voisins et de respecter la nouvelle norme énergétique.

Enfin, un autre aspect important du désavantage concurrentiel des entreprises belges (et européennes) réside dans le niveau relativement élevé des charges administratives. Nous appelons le gouvernement et l'ensemble des ministres à accélérer la mise en œuvre des soixante mesures orientées entreprises du Plan d'action fédéral pour la simplification administrative (PAFSA). À cet égard, il est essentiel de rechercher, pour chacune de ces mesures, la solution la plus efficace en étroite concertation avec les entreprises et leurs fédérations sectorielles. Celles-ci connaissent en effet le mieux les obligations qui leur sont imposées et les charges qui en résultent et sont donc les mieux placées pour formuler des propositions concrètes de simplification.

Au niveau européen, les initiatives omnibus axées sur la simplification doivent être poursuivies et mises en œuvre dans les plus brefs délais. Pour certaines initiatives législatives européennes, telles que la directive sur la transparence des rémunérations ou une nouvelle législation (encore plus stricte) en matière de lutte contre le blanchiment, les conséquences administratives pour les entreprises sont telles que leur mise en œuvre devrait au minimum être reportée, voire idéalement abandonnée.

EUROPE : PLUS D'ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE, MAIS AUSSI PLUS D'ASSERTIVITÉ FACE À LA CONCURRENCE DÉLOYALE

Dans le domaine de la politique commerciale, l'Europe se trouve également à un moment charnière. Elle impose à son industrie des exigences extrêmement strictes en matière d'émissions de CO₂ ainsi que de nombreux autres objectifs environnementaux (azote, utilisation de l'eau, directives oiseaux et habitat), mais crée ainsi un terrain de jeu inégal entre les entreprises européennes et les acteurs étrangers.

Ces derniers gagnent de plus en plus de parts de marché avec des produits qui génèrent plus d'émissions de CO₂ (un problème mondial) et de pollution environnementale. En outre, une partie des produits importés bénéficie de subven-

tions importantes dans leur pays d'origine (la Chine, pour ne pas la citer).

Dès lors, au-delà de la poursuite de la conclusion d'accords commerciaux avec des partenaires et blocs comparables, l'Europe doit également devenir plus assertive face à cette concurrence étrangère plutôt malsaine et destructrice.

DES AVANCÉES IMPORTANTES EN MATIÈRE DE FLEXIBILITÉ SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL !

Par ailleurs, les mesures visant à renforcer la flexibilité de notre marché du travail sont également essentielles pour la compétitivité de nos entreprises. Au cours des derniers mois, le gouvernement fédéral a adopté plusieurs mesures importantes : augmentation du nombre d'heures supplémentaires fiscalement avantageuses, suppression de l'interdiction du travail en soirée, élargissement des possibilités de travail étudiant, généralisation du recours aux flexi-jobs et réintroduction de la période d'essai. Des progrès sont également attendus prochainement concernant l'assouplissement des heures d'ouverture, la suppression du jour de fermeture obligatoire dans le secteur de la distribution et l'annualisation du temps de travail.

Ces mesures pourraient donner un coup d'accélérateur significatif à l'activité dans plusieurs secteurs industriels, mais aussi dans le commerce (notamment l'e-commerce en soirée), dès que le creux conjoncturel actuel lié au contexte géopolitique sera résorbé.

Elles pourraient également entraîner une légère hausse de la demande de main-d'œuvre en 2027. Combinées à la limitation dans le temps des allocations de chômage (à deux ans), à la réforme des pensions incitant à travailler plus longtemps et à un accompagnement renforcé du retour à l'emploi des malades de longue durée, ces mesures devraient permettre d'accroître le taux d'emploi vers 75 %, sans que les entreprises se heurtent immédiatement à des pénuries aiguës de main-d'œuvre.

ASSAINISSEMENT BUDGÉTAIRE : S'EN TENIR AUX ENGAGEMENTS DE L'ACCORD DE GOUVERNEMENT

Cette forte augmentation du taux d'emploi sera absolument indispensable pour redresser la situation budgétaire déséquilibrée de la Belgique. Selon la BNB, à politique

inchangée, le déficit budgétaire devrait en effet atteindre 5,7 % du PIB en 2028. Pour le ramener à moins de 4 % du PIB d'ici à la fin de la législature, un effort d'environ 10 milliards EUR sera nécessaire.

Pour y parvenir, il est essentiel de respecter l'accord de gouvernement, qui prévoit que les deux tiers de cet effort (soit environ 7 milliards EUR) doivent provenir de réformes structurelles. Cela implique concrètement une hausse du taux d'emploi de 72,8 % aujourd'hui à 75 % en 2028, soit environ 150 000 emplois nets supplémentaires.

Le tiers restant (environ 3 milliards EUR) devra, conformément à l'accord de gouvernement, provenir pour deux tiers (2 milliards EUR) d'une meilleure maîtrise des dépenses publiques à tous les niveaux de pouvoir. À cette fin, un exercice d'assainissement important et bien structuré sera encore nécessaire du côté des dépenses. Enfin, les nouvelles recettes (les « épaules les plus larges ») ne devraient contribuer à l'assainissement budgétaire qu'à hauteur d'un milliard EUR d'ici à 2028.

NE TUEZ PAS LA POULE AUX ŒUFS D'OR !

Il est important à cet égard de ne pas affaiblir les atouts restants de notre pays (tels que sa forte intensité R&D) par des mesures budgétaires inconsidérées (telles que la limitation des dispenses de précompte professionnel pour les chercheurs scientifiques). Nous ne devons pas oublier que ce sont précisément les secteurs technologiques qui ont montré des signes clairs de reprise au début de l'année, preuve de leur résilience. Il serait dès lors peu judicieux de briser l'élan de ces activités tournées vers l'avenir en augmentant de manière substantielle leurs coûts salariaux.

Ce n'est qu'en continuant à miser sur la compétitivité, la R&D et l'innovation, et grâce aux mesures adoptées en faveur d'un marché du travail plus flexible, que l'économie belge pourra, à l'horizon 2027, évoluer vers un rythme de croissance plus soutenu de 1 à 1,5 %, qui doit également constituer notre objectif à plus long terme.

Car seule une croissance économique structurellement plus élevée permettra d'atteindre les autres objectifs politiques tels que l'assainissement des finances publiques, un taux d'emploi de 80 % et la viabilité de notre État-providence dans un contexte de vieillissement accéléré de la population.

FÉDÉRATIONS SECTORIELLES MEMBRES DE LA FEB

MEMBRES EFFECTIFS



AGORIA

arxia

assuralia



Becobra

cepa

CIMABEL VZW/ASBL

comeos

Creamoda
Belgian fashion

denuo

Embuild
THE BELGIAN CONSTRUCTION ASSOCIATION

Energia
TOWARDS SUSTAINABLE MOBILITY & ENERGY

essenscia
Chemistry meets life sciences



FEBE

Febeg

febelfin

FEBELGEM

Febelgra
united in graphics



FEDiEX
FEDERATION OF THE ASSOCIATION OF PRACTICE ENGINEERS AND ARCHITECTS

FEDNOT

Fedustria

Fevia

**GROUPEMENT
DES SABLIERES**

GSV



INDUFED



**Network
for work
Federgon**

ORI

Synergrid

TRAXIO
INDUSTRIAL AND TECHNICAL INNOVATION

UIA



MEMBRES ADHÉRENTS



BOIS
BELGISCHE
HOUTCONFEDERATIE
CONFÉDÉRATION
BELGE DU BOIS

pensioPlus

FEBELAV
Belgian Association of
Vocational Education



**GROUPEMENT BELGE
DES BANQUES
D'ÉPARGNE**



UPSI | **BVS**
ASBL-UP | VZW-BV

valipac
Belgian Association of
Professional Accountants



Porte-parole des entreprises de Belgique, la FEB représente – au travers d’une cinquantaine de fédérations sectorielles membres – plus de 50.000 petites, moyennes et grandes entreprises. Ensemble, elles assurent 75% de l’emploi dans le secteur privé, 80% des exportations et 2/3 de la valeur ajoutée créée en Belgique. Seule coupole d’employeurs au niveau interprofessionnel, la FEB représente les entreprises des trois Régions du pays.



CONSULTEZ
NOS DERNIÈRES
PUBLICATIONS SUR
**VBO-FEB.BE/FR/
PUBLICATIONS/**

Publication semestrielle de la Fédération des Entreprises de Belgique

RÉDACTION

Michiel Mariën, Edward Roosens

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION

Anne Michiels, Charlotte Jonné

TRADUCTION

Service de traduction FEB

RESPONSABLE DES PUBLICATIONS

Stefan Maes

ÉDITEUR RESPONSABLE

Stefan Maes, Rue Ravenstein 4, 1000 Bruxelles

Date de publication : 02/07/2026

Deze brochure is ook verkrijgbaar in het Nederlands.

ISSN 2736-4372